

# ***l'Anti*capitaliste**

n°248 | 26 juin 2014 – 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

**CONTRE LE  
GOUVERNEMENT  
PS-MEDEF**

**Les cheminots  
ont ouvert la voie,  
les intermittents  
continuent !**

PHOTOHÉRIQUE ROUGE / MILO

## **Dossier**

SNCF, intermittents, santé...  
**Un pas vers un mouvement  
d'ensemble?**

**Pages 6 et 7**



**ÉDITO**  
«L'État stratège»...  
de la finance! Page 2

**PREMIER PLAN**  
États-Unis – Irak: qui sème le  
vent récolte la tempête Page 3

**ACTU INTERNATIONALE**  
Palestine: punition  
collective Page 5

**LIBRE EXPRESSION**  
Patrick Saurin: annuler  
la dette Page 12







Par CATHY BILLARD

## «L'État stratège»... de la finance!

À propos d'Alstom, les médias n'en finissent pas de commenter le «virage» politique que constituerait le retour de «l'État stratège». Par-delà les egos, les ambitions de Montebourg et les jeux personnels au sein de la majorité gouvernementale, en fait de virage, il n'y a qu'une continuité de la politique au service de la bourgeoisie industrielle et financière, et cela au nom du vieux principe: socialisation des pertes et privatisation des profits. En effet, pas de problème pour le gouvernement que General Electric crée une co-entreprise avec la division énergie d'Alstom paraît-il en difficulté. C'est dans la logique du jeu de monopoly géant auquel se livrent les groupes financiers à l'échelle de la planète. Par contre, quand le gouvernement annonce que son choix vise à défendre l'emploi en mettant en avant la promesse de GE de créer 1000 emplois à Alstom, il nous prend pour des amnésiques. Il y a moins d'un an, GE France annonçait la suppression de 600 emplois dans sa division «finances», soit 5% de son effectif. Comme créateur d'emplois, on sait à qui on a affaire!

Mais cette fois-ci, Montebourg nous l'assure, le gouvernement va se donner les moyens d'une «vigilance patriotique» en achetant 20% des actions d'Alstom détenues par Bouygues, qui, cela tombe bien, cherche à s'en débarrasser. Une vigilance qui ressemble à un joli cadeau. Alors que l'action Alstom valait vendredi à la clôture de la Bourse 28 euros, Bouygues veut bien les «céder» à l'État pour 34 ou 35 euros, sous prétexte qu'il a dû éponger une perte en 2013, lorsque l'action était tombée à 18 euros...

Au jeu du qui perd gagne, Bouygues gagne à tous les coups au détriment des contribuables. Avec Ecomouv, dans la même logique, le gouvernement décide d'entrer dans le capital du groupe pour compenser les pertes suite à l'adoption de la nouvelle taxe, et respecter ainsi les engagements exorbitants de Sarkozy. Pour les travailleurEs et la population, la vigilance est de mettre fin à cette logique qui ruine la société. Pour cela, il faut l'expropriation – sans indemnité ni rachat – des actions de Bouygues et de tous les autres, EDF et GDF en premier lieu, afin d'en faire un monopole public de l'énergie fonctionnant sous le contrôle des salariéEs et des usagerEs.

## BIEN DIT

Élus locaux ou ministres, tous ceux qui tiennent des propos stigmatisant les «roms» comme une population non intégrable ont ouvert la voie aux brutalités (...) Ceux qui expulsent inlassablement (...) sont responsables du pourrissement d'une situation qui devient dangereuse pour tous.

Communiqué de la LIGUE DES DROITS DE L'HOMME 93, samedi 21 juin, à propos du lynchage du jeune Rom à Pierrefitte (Seine-Saint-Denis).

## À la Une

# Les cheminotEs ont ouvert la voie Les intermittentEs continuent!

*Le gouvernement et le Medef ont réussi à imposer leur réforme ferroviaire malgré la combativité, la détermination des cheminotEs qui ont toute raison d'être fiers de leur lutte qui a tenu malgré la campagne hostile menée par le pouvoir et les médias.*

Loin d'être «inutile» comme le prétend Valls, leur grève est une étape pour changer le rapport de forces. Elle a contraint le gouvernement à mettre bas le masque du dialogue social. Elle a montré la voie.

### Le gouvernement contre les travailleurs

Valls et Hollande ont voulu l'affrontement avec les cheminotEs, la CGT et SUD-Rail. Un bras de fer pour affirmer leur autorité vacillante et montrer au patronat et aux banques qu'ils pouvaient leur faire confiance pour appliquer leur volonté et mater le mécontentement social, mettre au pas les syndicats en les piégeant dans le dialogue social.

«Depuis le début, je n'ai pas compris le sens de cette grève» avait déclaré le Premier ministre, affichant son mépris des salariéEs, accusant la CGT et SUD-Rail d'être irresponsables et de prendre le risque d'empêcher le bon déroulement des épreuves du Bac! Quelle blague! Les irresponsables sont ceux qui sacrifient les intérêts des salariéEs et des usagerEs à la concurrence, aux intérêts des groupes financiers auxquels ils veulent livrer la SNCF.

### Tout pour la finance

«La réforme, c'est difficile, on le voit à la SNCF, mais il faut continuer à réformer parce que le pays en a besoin», martèle Valls et avec lui tout le gouvernement, la droite et les médias. Il faudrait accepter la réforme ferroviaire parce qu'il faudrait stabiliser la dette de 44 milliards d'euros. C'est le même coup que pour le déficit budgétaire. La SNCF ou l'État empruntent auprès des banques privées, leur versent une rente qui s'accroît d'année en



Jeu 19 juin à Paris, Manifestation de convergence cheminotEs, intermittentEs, postierEs... PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

année, 1,5 milliard d'euros l'année passée pour la SNCF... Et ce serait aux salariéEs de payer l'addition en acceptant une dégradation de leurs conditions de travail et de vie? En prime, la réforme, c'est la division en deux de la SNCF: d'un côté la SNCF, de l'autre le Réseau ferré de France (RFF), livré aux compagnies privées. Que les deux sociétés soient chapeautées par une troisième ne change rien. Au contraire, c'est ajouter une aberration à une autre. Les cheminotEs ont raison de demander le retour à une seule société ayant le monopole du transport ferroviaire. La concurrence, ce sera plus d'insécurité, la hausse des prix et la dégradation du service.

### Mascarade parlementaire

Il n'empêche, au Parlement, PS, Verts et UMP sont tous pour la réforme, ils étaient tous contre la grève! Une partie de l'UMP, s'est certes déclarée opposée à la loi parce qu'il «s'agit

d'un texte qui va dans la mauvaise direction, et qui est un retour en arrière, [...] elle ne prépare pas l'arrivée de la concurrence.» Mais la droite s'est rangée derrière le gouvernement pour ne pas lui compliquer la tâche l'exhortant «de ne pas reculer» face «aux grévistes jusqu'au-boutistes». Une démonstration de plus que les travailleurEs et la population ne peuvent rien attendre du Parlement qui ne sert qu'à donner un vernis démocratique à une politique contraire à leurs intérêts. Même le seul parti favorable aux grévistes au Parlement, le Front de gauche, s'est livré au petit jeu des amendements qui ne remet-taient rien en cause sur le fond de la réforme, servant de caution au gouvernement pour aider à la fin de la grève.

### Changer le rapport de forces

À l'opposé, nous avons besoin d'une réelle politique pour mettre

en échec ce gouvernement qui n'est rien d'autre que le conseil d'administration de l'oligarchie financière, entièrement dévoué à ses intérêts. Prétendre défendre les intérêts du monde du travail est incompatible avec le moindre soutien aux réformes capitalistes et le dialogue social pour les mettre en œuvre en étouffant la révolte. La grève des cheminotEs était bien celle de l'ensemble du monde du travail comme l'est aussi la lutte des intermittentEs qui se battent contre la précarité. Chaque lutte, chaque grève s'inscrit dans une bataille d'ensemble pour mettre en échec les politiques d'austérité, de concurrence et de compétitivité. La politique du gouvernement et du Medef attaque l'ensemble des classes populaires. Ensemble nous avons besoin d'une politique pour les mettre en échec, et défendre nos droits.

Yvan Lemaitre

CGT

## L'homme malade du syndicalisme?

Valls l'a répété la semaine dernière, qu'il s'agisse des intermittentEs ou des cheminotEs, «partout, c'est la même chose: il y a un problème avec la CGT». Ainsi, pour les intermittentEs, «la CGT avait jugé bon l'accord. Puis elle a refusé de le signer parce que la CNT et la Coordination l'ont rejeté, alors que FO et la CFDT l'ont signé. (...) L'extrême gauche radicalise le débat social, ce qui oblige la CGT et le Parti communiste à suivre pour ne pas laisser le champ libre à Mélenchon.»



Des revendications oui, mais comment les défendre? PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

Pour le secrétaire d'État chargé des transports, Cuvillier: «C'est d'abord à la CGT des cheminotEs de savoir où elle en est et quelle est aujourd'hui son identité»... Analyses partielles et partiales qui masquent mal la haine que ces gestionnaires dociles au service du patronat vouent à la grève, aux grévistes, à tous celles et ceux qui osent résister. Gouvernement et patronat

ne supportent pas que des militantEs CGT soient engagés dans les mobilisations contre leurs politiques.

### Une réforme déjà signée...

Il est vrai qu'au plus haut niveau de la Confédération des gages ont été donnés au gouvernement dans le dossier de la privatisation de la SNCF. Ainsi, lors de la présentation en juin 2012, au Conseil économique social et

environnemental (CESE) de l'«ouverture à la concurrence des services ferroviaires régionaux de voyageurs», le représentant de la CGT déclarait: «Le projet d'avis conjugue enjeux sociaux, économiques et environnementaux et a été construit en tenant compte des riches échanges. C'est pourquoi la CGT votera le texte». Il faut dire qu'une bonne partie de la présentation avait été faite par...Thierry Lepaon en



# Un monde à changer

**TO PIB OR NOT TO PIB.** Le PIB (produit intérieur brut) est la mesure officielle de la production de richesse dans une économie. Sa définition théorique est décidée en commun par les cinq grandes organisations économiques mondiales : l'ONU, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE et Eurostat. Cette définition vient d'être révisée et entrera en vigueur en 2014, dans la plupart des pays, notamment dans l'UE.

Plusieurs changements conceptuels importants vont intervenir. La recherche-développement va (enfin) être enregistrée comme investissement, et non plus comme une dépense courante, ce qui va augmenter le PIB de 42 milliards, soit 2,1%. De même les dépenses militaires (missiles, bombes...) vont être enregistrées en investissement : on va donc pouvoir investir en armes de destruction massive!

D'autres modifications auraient pu être envisagées, mais restent exclues du PIB en raison de difficultés (réelles!) théoriques et pratiques : la prise en compte de la production domestique (c'est-à-

dire le travail non salarié, effectué à 80% par les femmes dans les familles, qui représente de 30 à 60% du PIB selon les conventions de calcul) ou en négatif la mesure des prélèvements et de la dégradation de l'environnement.

Mais la plupart des médias se sont focalisés sur un autre aspect de la révision : la décision d'Eurostat d'intégrer dans le PIB... le trafic de drogue et la prostitution. Des chiffres étonnants : le PIB italien augmenterait de 10%, mais de seulement 1% au Royaume-Uni. D'autres pays comme les Pays-Bas et l'Allemagne ont déjà intégré de telles estimations, puisque ces «activités» sont en partie légales dans ces pays. Pour la France, l'Insee a décidé de ne pas obtempérer avec l'argument que ces «échanges» ne sont pas des échanges économiques libres et non contraints (les accros aux drogues ou les personnes prostituées soumises à des réseaux de proxénètes).

Une véritable amélioration de la comptabilité nationale passerait plutôt par une mesure sérieuse de la fraude fiscale et des paradis fiscaux.

ÉTATS-UNIS – IRAK

## Qui sème le vent récolte la tempête

*La progression des djihadistes de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL), qui contrôle désormais une vaste partie de l'Irak, a déclenché un vent de panique à Washington.*

La conquête de plusieurs grandes villes et l'hypothèse d'une offensive sur Bagdad ont convaincu l'administration Obama de réagir, même si pour l'instant les plans US demeurent flous. Mais de toute évidence, et ce quel que soit le type d'intervention choisi, la stabilisation de l'Irak n'est pas pour demain.

### Une crise qui vient de loin

La progression de l'EIL ne peut être comprise sans la situer dans l'histoire récente de ce pays dévasté par l'intervention anglo-étatsunienne de 2003, dont l'appareil d'État a été en grande partie démantelé au nom de la traque des fidèles de Saddam Hussein, et dont le Premier ministre Nouri al-Maliki est largement décrié par une grande partie de la population, notamment par la minorité sunnite. Les événements actuels ne sont pas un coup de tonnerre dans un ciel serein, mais une spectaculaire expression de la crise qui mine l'Irak

depuis de longues années : l'année 2013 a ainsi été la plus meurtrière depuis 2007, avec près de 8 000 civils et plus de 1 000 membres des forces de sécurité tués.

Les racines de la crise sont profondes. Le régime de Nouri al-Maliki, en poste depuis plus de huit ans, est accusé de corruption, d'autoritarisme, de népotisme et de discrimination à l'égard de la minorité sunnite. À la fin de l'année 2012, plusieurs villes sunnites se sont soulevées pacifiquement contre le pouvoir central, lequel a tenté d'écraser dans le sang le soulèvement. Dans la ville d'Hawija, au cœur de laquelle un sit-in était organisé depuis plusieurs semaines, les troupes de Bagdad ont commis le 23 avril 2013 un véritable massacre : au moins 50 morts et plus d'une centaine de blessés dans une opération qualifiée, bien évidemment, d'«anti-terroriste» par le gouvernement central. Le silence du pouvoir face aux revendications et la violence de la répression ont convaincu nombre d'Irakiens de rejoindre les rangs des factions les plus radicales, au premier rang desquelles l'EIL, qui a connu un spectaculaire développement après les événements d'Hawija.

### Les tergiversations US

C'est précisément parce que cette crise vient de loin que l'administration Obama tergiverse quant à la réponse à y apporter. Le risque est en effet



Un policier irakien à Bagdad le 12 juin 2014. DR

grand de jeter de l'huile sur le feu et de déstabiliser encore un peu plus le pays. Les États-Unis ont consacré plusieurs dizaines de milliards de dollars à la formation et l'équipement de l'armée irakienne, et pourraient renforcer leur aide militaire pour que les forces «régulières» tiennent face à l'EIL. On évoque également l'envoi de plusieurs centaines de «conseillers militaires» US, voire même le recours à des bombardements «ciblés» sur les troupes djihadistes. Mais chacun sait que ces réponses strictement militaires ne résoudront pas la crise, et auront même tendance à l'approfondir un peu plus.

D'où l'hypothèse iranienne. L'Iran chiite est en effet l'un des principaux soutiens du régime al-Maliki et voit d'un mauvais œil la progression de l'EIL, en Irak comme en Syrie. Les déclarations de certains officiels iraniens, qui ont affirmé être prêts

à coopérer militairement avec les États-Unis pour écraser l'EIL, en ont surpris plus d'un.

Mais elles s'inscrivent en réalité dans la continuité des pratiques en cours : les États-Unis forment et équipent l'armée irakienne, l'Iran forme et équipe les milices chiites au service d'al-Maliki. Il existe donc déjà une coopération de facto sur le terrain, et les États-Unis qui, sans exclure le recours à la force, semblent aujourd'hui convaincus de la nécessité d'une solution politique, savent parfaitement que l'Iran est incontournable en Irak. La suite des événements pourrait précipiter un rapprochement Iran-États-Unis, qui démontrerait que lorsqu'il s'agit de tenter de stabiliser une région aussi riche en hydrocarbures, le pragmatisme politique l'emporte toujours sur les postures et sur la rhétorique.

**Julien Salingue**

ces termes : « Comme le dit le projet d'avis, si l'on veut que l'expérimentation d'une ouverture à la concurrence soit réussie, il convient de faire en sorte que l'opérateur historique et ses salariés s'y reconnaissent. (...) Il conviendra de laisser aux régions volontaires (...) le soin de définir le rythme et l'étendue de l'ouverture à la concurrence ». Une vraie leçon de dialogue social ! Pas étonnant que dans ces conditions de nombreux militantEs CGT cheminotEs aient défendu l'idée de l'impossibilité de faire reculer le gouvernement. Pour ces militantEs, la grève ne pouvait imposer le retrait du projet, faute de relais politique suffisant. Les appels à la grève, y compris reconductible,

n'étaient conçus que comme un moyen de valorisation des propositions des parlementaires du PCF (les amendements Chassaing) et surtout sans l'idée de se battre pour gagner.

### Dialogue social «à froid»

La grève des cheminotEs est une parfaite illustration de la réalité de la CGT d'aujourd'hui. Une direction en forme de tête d'épingle, où la politique du dialogue social «à froid» a pris le pas sur celle du PCF où les luttes étaient au service des méandres de sa politique. Les appareils intermédiaires sont beaucoup plus pluriels, entre les courants traditionnels nostalgique des périodes «classe contre classe» du PCF et affichant

une certaine radicalité et des courants qui cherchent une alternative mêlant démocratie, refus du dialogue social et confrontation sociale. L'absence de toute tradition de débat démocratique rend souvent illisible et/ou imprévisible la concrétisation des désaccords. C'est ainsi que Thibault avait pu être mis en minorité en 2005 sur le Traité constitutionnel européen, et que des débats sur la formation professionnelle ou la presse du syndicat peuvent être tendus, voir houleux. Sans oublier l'élection de l'actuel secrétaire général qui a donné lieu à une grande cacophonie pour un résultat désastreux. Aujourd'hui, le risque, c'est qu'une bataille, une coalition anti-Lepaon ne

masque les vrais enjeux de l'orientation de la CGT : l'existence d'un syndicalisme de résistance, opposé à l'accompagnement des politiques patronales et

gouvernementale tel que le pratique la CFDT. Un syndicalisme qui combatte l'austérité et s'oppose au gouvernement.  
**Robert Pelletier**

## Dis moi qui tu hais...

Un sondage, «habillement» effectué pendant la grève des cheminotEs, l'affirme : «la CGT et Thierry Lepaon très impopulaires». Les sympathisants de gauche sont une majorité à avoir une bonne opinion de la CGT (57%). C'est le cas de presque tous les sympathisants plus à gauche que le PS (89% de bonnes opinions), mais pas celui des sympathisants socialistes, qui sont 60% à en avoir une mauvaise opinion. Les sympathisants de droite ont presque tous une mauvaise opinion de la CGT (89%), même si les sympathisants FN (72%) sont moins hostiles que ceux de l'UMP (93%). Au contraire, la CFDT est très largement préférée (48%) à la CGT et à Force ouvrière (à 17%) et seuls les sympathisants plus à gauche que le PS préfèrent nettement la CGT aux deux autres (58%, contre 24% préférant Force ouvrière et 17% préférant la CFDT). **R.P.**

## Le chiffre

### 11 milliards d'euros environ

C'est le coût minimum de l'organisation du Mondial au Brésil. Un chiffre colossal qui comprend la construction (ou la rénovation) des douze stades ainsi que l'aménagement d'infrastructures urbaines... qui, pour certaines, ne sont toujours pas terminées. La population brésilienne, elle, ne touche en moyenne que 650 euros par mois...



## Agenda

### Jeudi 26 juin, réunion publique de la Société Louise-Michel, Paris.

«Situation politique : comment reprendre la main?», avec Éric Fassin et Luc Boltanski, à 19 h au Lieu-dit, 6 rue Sorbier, Paris 20<sup>e</sup>.

### Samedi 28 juin, fête du NPA 32,

**Lectoure.** À partir de 11 h, avec la participation de Philippe Poutou. Plus d'information : npa32.org

### Samedi 28 juin, marche des fiertés LGBTI, Paris.

À 14 h, à Luxembourg, place Edmond-Rostand.

### Samedi 28 juin, fête du NPA,

**Saint-Denis.** À partir de 17 h, discussions politiques, musique, grillade... à l'école Jules-Guesde, 8 rue du Corbillon.

### Vendredi 4 juillet, fête du NPA,

**Montreuil.** À partir de 18 h, débats, théâtre, musique, barbecue... square Marcel-Cachin, rue Aristide-Briand.

### Samedi 5 et dimanche 6 juillet, rassemblement contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, Bellevue.

Informations : <http://www.notredamedeslandes2014.org>

## NO COMMENT

*La logique est simple : un touriste mécontent est un touriste qui ne reviendra pas.*

LAURENT FABIUS, ministre des Affaires étrangères, également responsable du Tourisme, jeudi 19 juin... défendant ainsi l'ouverture dominicale des grands magasins.

### L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
[redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
[diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0414 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Manu Bichindaritz

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

**IMPRIM'VERT®**



## COUR DES COMPTES Un « arbitre » juge et partie au service des exploiters



Didier Migaud, l'austère président de la Cour des comptes. DR

La Cour des comptes, présidée par le « socialiste » Migaud, est inquiète : le gouvernement a programmé 50 milliards de coupes dans les dépenses publiques entre 2015 et 2017, mais les économies à réaliser sont « encore peu documentées », voire « incertaines »...

C'est pourquoi la Cour se croit autorisée à sortir de son rôle traditionnel (celui de contrôler la régularité des comptes publics) pour faire ses recommandations dans un rapport publié le 17 juin. Et le message est clair : terminées les petites économies, il va falloir frapper fort !

La Cour rappelle perfidement que le gouvernement n'a pas atteint sa cible de déficit public en 2013 (4,3% du PIB contre 3% prévu en décembre 2012) et qu'il échouera probablement encore en 2014 avec un déficit d'au moins 4% du PIB : « L'objectif de déficit pour 2014, déjà révisé à la hausse en mai, risque d'être dépassé ». Pour atteindre les objectifs 2015-2017, la Cour préconise d'agir principalement sur la masse salariale et les prestations sociales : les fonctionnaires devront travailler plus (« hausse de la durée effective du travail ») pour gagner moins : le gel de l'indice ne suffira pas, il faudra également baisser les primes, revoir les règles d'avancement, etc. Les effectifs de la fonction publique devront être réduits (de 30 000 postes par an) contrairement à l'engagement de Hollande : « gel des effectifs des ministères jugés prioritaires et poursuite de la baisse dans les autres ». Les malades seront moins bien soignés ou moins bien remboursés : développement de la chirurgie ambulatoire, frein mis aux analyses médicales, rationnement des transports de patients, réduction des indemnités de congé maladie, etc.

### Ils préparent la conférence sociale...

Mais la Cour oublie de répondre à la question suivante : pourquoi dépenser des sommes folles (plus de 200 millions de budget de fonctionnement, sans compter les très hauts salaires des magistrats) pour entretenir un organisme qui débite chaque année le catéchisme patronal ?

La Cour des comptes met donc la pression sur le gouvernement à la veille de l'ouverture de la conférence sociale (7-8 juillet), qui doit discuter de la mise en œuvre du Pacte de responsabilité. Si le gouvernement persiste à vouloir offrir 40 milliards d'allègement d'impôts et de cotisations au patronat d'ici 2017, il devra suivre les bons conseils de la bande à Migaud.

Alors qu'il est plus affaibli que jamais, miné par les divisions, menacé par le développement des luttes, le seul atout du gouvernement sera la politique des directions syndicales qui, à des degrés divers, risquent fort d'accompagner la mise en place de ce pacte de classe. Elles annoncent toutes leur participation à la conférence sociale. Aux anticapitalistes d'anticiper cette nouvelle régression en agissant dans tous les milieux militants pour la rupture du dialogue social et pour un plan de bataille pour affronter le gouvernement.

**Gaston Lefranc**

## TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

# Un enfumage royal

Ségolène Royal, ministre de l'Écologie et du Développement durable, vient de présenter son plan pour « un nouveau modèle énergétique français ». Pour se faire une idée du projet de loi, on a le choix entre les interventions médiatiques de la ministre, les 70 pages du projet de loi final ou les 29 pages de la brochure du ministère. Problème n°1 : il n'y a pas concordance ! Problème n°2 : il n'y a aucune cohérence à un texte qui saute de la pollution de l'air à la croissance verte...

Ainsi, l'enfouissement des déchets radioactifs en grande profondeur (projet CIGEO à Bure) qui n'apparaissait pas dans les documents initiaux est entériné, par l'article 35, dans la version finale, contrairement aux engagements de Royal. Puis, vendredi 20 juin, un communiqué de Denis Baupin, député EÉLV, annonce le retrait de l'article incriminé ! Qui croire ?

### Victoire des nucléocrates

Concernant la production d'électricité, les nucléocrates ont gagné sur toute la ligne : « La loi permet de diversifier les sources d'énergie pour porter la part du nucléaire à 50% à l'horizon 2025 ». Comme si la loi jusqu'à présent interdisait de diversifier... « La capacité nucléaire est plafonnée à 63,2 GW » (la capacité actuelle !), donc EdF peut continuer à construire des centrales pour remplacer celles qui vont fermer. La fermeture de Fessenheim n'est pas mentionnée, ni bien sûr celles des autres centrales. Et on continue avec l'EPR de Flamanville.

En gros, rien n'est inscrit dans la loi et surtout pas la durée de vie des centrales. On fait confiance à EdF, à son conseil d'administration, aux représentants de l'État. Comme l'a dit Royal, « fermer un réacteur ce n'est pas juste tourner un bouton ». Donc, on n'en ferme pas ! Pour résumer, on va donc augmenter la production totale d'électricité



Avec Ségolène Royal les équipements de gauche – sur cette image – ont plus d'avenir que ceux de droite... DR

et la part du nucléaire va mécaniquement baisser... Ce n'est pas surprenant avec la promotion des voitures électriques.

### Catalogue de mesurètes

Au sujet de l'habitat, les nouvelles constructions seront à énergie positive « chaque fois que possible ». Le Conseil d'État déterminera les constructions qui feront l'objet de travaux d'isolation de façade ou de toiture « en l'absence de disproportion entre ses avantages et ses inconvénients ». Mais surtout le lobby bancaire a réussi à faire tuer

le tiers-financement qui menaçait son monopole sur les prêts. Ce système aurait permis aux particuliers de rembourser aux collectivités locales les avances pour améliorer leur habitat avec les économies d'énergie réalisées.

Pour les hydrocarbures non conventionnels, Royal croit en l'avènement de techniques propres d'extraction des gaz de schiste... Les objectifs fixés pour les déchets sont minables : diminution de 7% en 10 ans des déchets ménagers et stabilisation des déchets d'activité économique ; limitation du transport des déchets « dans le

respect des règles de concurrence et de libre circulation des marchandises. » Bien que toutes les études montrent que le bilan carbone des agrocarburants est négatif, la loi leur fixe un objectif d'incorporation et s'obstine à les appeler « biocarburants » au lieu de « néocarburants ».

### Loin des enjeux...

Pour faire face à la crise climatique, il s'agit de contribuer à l'objectif européen d'une baisse de 40% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. L'objectif sera précisé dans la loi : la stratégie bas-carbone (qui remplace le plan climat) devra s'adapter aux « activités économiques soumises à la concurrence internationale et sur la croissance ». Royal, qui ne veut pas opposer les énergies, place le nucléaire sur le même plan que l'éolien ou le solaire. Nous ne nous attendions pas à voir surgir le service public de l'énergie d'un projet de loi PS, mais même le « Service public régional de l'efficacité énergétique » a été abandonné. Le plan de Royal n'est pas à la hauteur des enjeux. Il ménage les intérêts du lobby nucléaire et est donc incapable de proposer des mesures écologiques et sociales efficaces. La part trop belle faite aux financements privés s'oppose à la nécessité d'un grand service public de l'énergie. Y a bien Nicolas Hulot qui est content. Ça en dit long !

**CorrespondantEs de la Commission nationale écologie**

## SNCF Le ParleMENT

Alors que les cheminotEs, en grève depuis une semaine, manifestaient dans la matinée devant l'assemblée nationale, peu de députés étaient présents le mardi 17 juin dernier à l'ouverture du débat sur la réforme ferroviaire dont l'adoption a eu lieu le mardi 24 juin. Sans grande surprise, cette réforme a été largement adoptée par le gouvernement et ses alliés qui ne voulait rien céder aux grévistes.

En ouverture du débat le 17 juin, Cuvillier, secrétaire d'État aux Transports, a fait le job à la tribune de l'hémicycle en indiquant que cette réforme ferroviaire était une nécessité « pour sauver et assurer la pérennité du service ferroviaire », mais aussi pour « créer un groupe public puissant », capable de faire face aux « enjeux de ces dernières années »... Bref les cheminots grévistes n'auraient rien compris ! Selon le gouvernement, cette réforme est donc ce qui est arrivé de mieux à la SNCF et aux cheminots depuis des années... C'est aussi ce que pense l'ensemble des députés PS, y compris les prétendus frondeurs qui ont défendu la réforme. Mais c'est également la pensée profonde des écologistes, puisque Duflot a affirmé que c'était « une bonne chose de réunifier RFF, les rails, et la SNCF, les trains. Cette réforme est une bonne réforme », bien loin d'être une opposition quelconque à ce gouvernement.

La majorité est donc unie derrière ce projet qui éclate l'entreprise en trois entités rendant possible la privatisation des entités les plus rentables, un projet soutenu également par les députés de l'UDI. Empêtrée dans ses affaires, l'UMP est aussi divisée face à cette réforme. Certains députés comme Bussereau, ancien ministre du secteur, ont majoritairement voté contre car ce texte « est complètement antieuropéen et complètement anticoncurrentiel ! ». D'autres, tel Henri Guaino disait la veille du vote approuver la réforme : « L'opposition doit être constructive. Quand la majorité va dans la direction dans laquelle nous avions commencé à aller, je ne vois pas pourquoi je dirais c'est mauvais parce que c'est vous »...

### Des « concessions »... pour arrêter la grève ?

Empêtré dans la grève, le gouvernement Valls-Hollande a trouvé une porte de sortie grâce aux



Hollande et Cuvillier à la santé des cheminotEs... DR

amendements du Front de gauche et des écologistes adoptés mercredi 18 juin. Qualifiés de « différences majeures » par rapport à la version initiale du texte, ces amendements visaient surtout à rassurer les cheminots.

Les députés ont notamment adopté un amendement écologiste soulignant « le caractère indissociable et solidaire » des trois entités – SNCF, SNCF Mobilité et SNCF Réseau – créées par la réforme. Autre pseudo concession : la création d'un comité central d'entreprise au niveau du groupe et la validation d'un amendement du Front de gauche confirmant que le groupe SNCF est « l'employeur des agents et des salariés des trois Epic ». Pour André Chassaigne, ces

amendements sont la preuve que les grévistes n'ont « pas fait grève pour rien » et s'est réjoui que les cheminots gardent « un employeur unique » et « qu'ils puissent s'ils le souhaitent muter d'un service à l'autre, avoir les mêmes négociations salariales, la même fiche de paie, tout ce qui est porté sur le 1% logement, l'allocation-chômage ». On connaît le rôle joué par l'adoption de ces amendements dans les assemblées générales de grévistes qui ont suivi.

Pourtant, Chassaigne affirmant le jour du vote que « la question de la dette n'a pas été réglée », les députés du Front de gauche ont donc finalement voté contre la réforme ! Tout ça pour ça...  
**Sandra Demarcq**



# PALESTINE Puntition collective

Les Palestiniens de Cisjordanie sont en train de subir une punition collective à grande échelle, qui commence à ressembler à l'opération « Defensive shield » de 2002, quand les Israéliens avaient réoccupé toutes les villes de Cisjordanie. Officiellement il s'agit de retrouver les 3 colons enlevés.

Les rues de Ramallah, de Jenin et d'autres villes, grouillent de soldats qui entrent de force dans les maisons, brisent tout sur leur passage, frappent les habitants. Hébron est littéralement en état de siège. Déjà quatre Palestiniens, dont un enfant de 14 ans, armés de leur seule colère, ont été abattus froidement, des centaines ont été arrêtés, dont 50 prisonniers qui avaient été libérés lors de l'échange avec Gilad Shalit à la fin 2011. Des dizaines d'ordres de détention administrative, synonyme d'emprisonnement sans droits et sans jugement, ont déjà été prononcés.

Neuf députés ont été arrêtés, dont le président du Parlement palestinien, membre du Hamas. Les associations et les centres culturels sont perquisitionnés, leurs équipements détruits. À Bethléem, le centre culturel IBDA a été envahi, et son directeur Khaled ligoté avec un bandeau sur les yeux, les ordinateurs emportés, et les trophées sportifs qui faisaient la fierté du centre brisés. Il est pourtant évident que ces centres n'ont aucun rapport, ni de près ni de loin, avec l'enlèvement des colons. Proche de Ramallah, l'université de Birzeit a aussi été envahie et ses locaux dévastés... sans réaction des universités israéliennes. Gaza subit des bombardements quotidiens qui terrorisent la population. S'il était encore nécessaire de le dire, les accords d'Oslo de 1993, avec sa zone A soi-disant sous contrôle palestinien, sont bien morts et enterrés.



Des militaires israéliens près d'Hébron. DR

## Un prétexte

Le Premier ministre israélien, et son entourage d'extrême droite comme Avigdor Lieberman, étaient furieux depuis des mois. En avril, le Fatah a signé un accord de réconciliation avec le Hamas et un gouvernement d'unité nationale a été nommé. Hamas, cette « organisation terroriste » dont l'élection en 2006 avait servi de prétexte au blocus de la bande de Gaza, fait donc maintenant partie de ses interlocuteurs. Inacceptable pour le gouvernement israélien qui ne veut plus négocier avec l'Autorité palestinienne (AP). Mais Netanyahu a une autre épine dans le pied : la diplomatie US, longtemps totalement acquise et soutien indéfectible à toutes les exactions d'Israël, s'est mise à émettre de timides réserves ! Les critiques sur l'amplification de la colonisation et l'absence de progrès dans les

négociations ont été violemment rejetées par Netanyahu. L'affaire de l'enlèvement a fourni une occasion saisie au vol pour essayer de briser la nouvelle et fragile unité palestinienne, en désignant immédiatement le Hamas comme responsable, bien que le Hamas n'ait à aucun moment revendiqué cet enlèvement. Elle place aussi l'AP dans une position plus que délicate. Après avoir offert toute sa coopération pour retrouver les colons, la police palestinienne a mis à la disposition de l'armée occupante un poste de police à Ramallah, ce qui a révolté de nombreux Palestiniens, qui ont caillassé le local.

## Grève de la faim

L'agression israélienne se déroule au moment où environ 200 prisonniers, dont certains au 58<sup>e</sup> jour de la grève de la faim, sont dans un

état critique. Pendant que la Croix rouge internationale (CICR) garde un profond silence, ce qui exaspère les associations de soutien aux prisonniers, pendant que l'Europe tourne la tête et fait le mort, le Parlement israélien s'active : il faut voter en urgence une loi autorisant les autorités pénitentiaires à nourrir de force les grévistes de la faim, malgré les conventions internationales qui l'interdisent.

Pendant ce temps, l'AP s'emploie à empêcher et réprimer les manifestations de soutien aux prisonniers, ce qui, dans le contexte actuel de réoccupation, ne va pas tarder à devenir intenable pour elle.

## Palestiniens d'Israël

Après avoir expliqué sans ambiguïté qu'elle était personnellement contre les enlèvements, la députée à la Knesset Haneen Zoabi, élue de Balad, a remis les pendules à l'heure en déclarant « Il n'est pas incompréhensible que dans une situation d'occupation, alors qu'Israël kidnappe tous les jours des détenus palestiniens, il y ait des kidnappings. Cela fait partie de la lutte contre l'occupation qui est légitime ». Elle a ajouté « Je fais porter toute la responsabilité de ces enlèvements au gouvernement israélien », ce qui n'a pas manqué de mettre en fureur la droite et l'extrême droite de la Knesset, Lieberman la traitant de terroriste alors que l'armée israélienne vient de kidnapper des centaines de membres et sympathisants supposés du Hamas.

Comme écrit Michel Warschawski dans un article de soutien à Haneen Zoabi : « Répétons avec Haneen Zoabi : l'occupation provoque la résistance et la résistance n'est pas seulement un droit, c'est un devoir. On peut être en désaccord avec la méthode du kidnapping, mais cela fait partie de la lutte légitime contre l'occupation coloniale ».

Mireille Court



## Le monde en bref

### Tunisie Grève de la faim de salariées licenciées

Dans la banlieue de Tunis, un conflit social a lieu depuis plus d'un an et demi à Latelec-Fouchana, entreprise dont 80 % des salariés sont des femmes. Suite à cela, la direction a décidé de détruire le syndicat UGTT constitué dans l'usine depuis 2010.

Pour y parvenir, elle a notamment fait un chantage à la fermeture de l'usine, en relocalisant temporairement en France une partie des activités. Latelec est en effet la filiale de la multinationale française Latécoère qui fournit des équipements aux plus grandes compagnies de l'aéronautique comme Airbus et Dassault. Simultanément, la direction a engagé dix procédures de licenciement contre des ouvrières en lutte, dont les deux principales déléguées UGTT.

Grâce à la mobilisation, les salariées de Latelec-Fouchana ont obtenu en mars 2014 des premières avancées. Mais la direction a maintenu le licenciement de quatre ouvrières. Face à cela, deux d'entre elles se sont mises en grève de la faim. Elles ont été rejointes par un salarié licencié dans une entreprise voisine, Leman industrie. Les grévistes de la faim ont reçu régulièrement la visite de militantEs associatifs, syndicalistes et politiques dont certains se mettent en grève de la faim pour 24 heures. Lundi 23 juin, les grévistes de la faim ont été évacués et emmenés à l'hôpital. Elles en sont sorties et la mobilisation continue. Pour se tenir au courant et signer des pétitions de soutien en ligne :

<https://www.facebook.com/ComiteSoutienSyndicalistesLatelecFouchana?ref=hl>

<https://www.facebook.com/CSLPT>

### Afghanistan Fraude, corruption et chaos

On ne connaît toujours pas les résultats de l'élection présidentielle en Afghanistan dont le deuxième tour s'est tenu le 14 juin. Elles doivent désigner le successeur d'Hamid Karzaï, le président fantoche qui a accompagné l'occupation du pays depuis 2001 par les troupes de l'Otan, et la chute des talibans.

Arrivé en tête du premier tour le 5 avril avec 45 % des voix contre 31,6 % à son rival Ashraf Ghani, Abdullah Abdullah a dénoncé des « violations flagrantes » des règles électorales et organisé deux jours de manifestations dans les rues de Kaboul, puis à Hérat dans l'ouest du pays.

Les luttes de pouvoir n'empêchent pas les connivences. Les deux rivaux étaient parmi les principaux acteurs sous le régime corrompu de Karzaï. L'ancien ministre des Affaires étrangères, Abdullah Abdullah, grand ami des USA, a approuvé la signature du traité bilatéral de sécurité (BSA) avec Washington qui prévoit le maintien d'un contingent américain de près de 10 000 hommes destinés à « terminer le travail » après le retrait des forces de l'Otan en 2014, selon les termes d'Obama venu en visite surprise pendant l'entre-deux-tours. Son rival, Ashraf Ghani, ancien ministre des Finances, ancien cadre de la Banque mondiale, s'est engagée à valider le dit accord de sécurité. En toile de fond des luttes au sein de la mafia au pouvoir, les talibans contestent la légitimité du scrutin. Ils se posent en alternative à un système mis en place avec la bienveillance des États-Unis, corrompu, sans autorité, ne tenant que grâce aux perfusions de dollars... Pour eux, les deux candidats en lice dans cette « élection fantoche sont des partisans de l'occupation américaine. L'un ou l'autre tentera inévitablement de faire de son mieux pour mettre en œuvre un programme écrit à l'avance par les Américains ». Une évidence qui fait le fond de commerce des intégristes. Sinistre bilan pour les armées qui disaient défendre la démocratie mais imposent leur lois au service de la domination américaine contre les peuples.



Nettoyeuses contre police à Athènes le 12 juin. DR

Signe de l'épuisement du personnel politique bourgeois, Samaras a nommé à l'économie un ancien des années Simitis (le « Rocard grec »), et comme porte-parole une dirigeante de la droite, Sophia Voultepsi... Sans surprise, la fuite en avant s'accroît : vente – peu fructueuse pour le moment – de biens publics comme les plus beaux fronts de mer en vue d'opérations immobilières ; vente de ports, et non des moindres : une partie du port du Pirée est concédée à la société chinoise Cosco (Samaras se vantant de la grande amitié offerte par la Chine), et celui de Salonique devrait suivre ; vente de l'ancien aéroport d'Athènes, alors que la population réclame qu'il en soit fait des espaces verts... Par contre, la privatisation de l'eau vient d'être stoppée à Athènes par un arrêt du

Conseil d'État, et une très forte mobilisation se construit à Salonique. De cela, la presse internationale parle un peu, sans mentionner les luttes populaires contre ces privatisations : longue lutte en banlieue sud pour libérer l'accès à la plage confisqué par des boîtes de nuit, lutte des dockers pour garder le caractère public des ports, etc.

## Offensives contre les travailleurEs

Les attaques contre les droits des travailleurEs du public comme du privé s'accroissent. Le secteur public a été laminé : en cinq ans, les effectifs ont diminué de 250 000 personnes, atteignant aujourd'hui 590 000, et les rémunérations ont baissé de 35 %. En dehors des départs en retraite non remplacés, le dispositif est celui de « l'évaluation / mobilité forcée /

## GRÈCE

# Contre la casse, les résistances se poursuivent

Après des élections témoignant de la colère de la population, le Premier ministre a changé quelques têtes au gouvernement... pour mieux continuer sa politique et donc continuer à foncer vers la catastrophe !

disponibilité», véritable antichambre du chômage.

De plus, un projet abject voudrait faire baisser les salaires des enseignantEs les moins diplômés... pour augmenter ceux des plus diplômés ! Dans le privé, une loi force les magasins à rester ouvert le dimanche, et même lors de certaines fêtes nationales, alors que la population n'a pas un sou à dépenser ! Les armateurs, eux, acceptent d'aider leur patrie : d'accord pour embaucher des marins grecs... mais, pour cela il faut casser les conventions nationales, trop favorables aux travailleurs !

## Actions, coordination

Les luttes (re)démarrèrent : nettoyeuses du ministère de l'Économie (depuis 9 mois)<sup>1</sup>, employéEs des universités, etc. En cette fin juin, les mobilisations sont encore fortes : ces derniers jours, il y a eu une grande

manifestation des retraitéEs ; Au Pirée, enseignantEs et parents se sont rassemblés contre la poursuite des fusions d'écoles. Samedi 21 juin, divers secteurs en lutte (compagnie de l'eau, nettoyeuses, enseignantEs, travailleurEs de l'ex-radio télévision publique...) ont appelé à un rassemblement contre la « disponibilité » et les licenciements, contre la privatisation.

Face à une direction syndicale confédérale (GSEE) aux abonnés absents, les syndicats de base et divers regroupements lancent des initiatives. Ces actions, en se coordonnant, peuvent redonner confiance à d'autres secteurs dans un contexte de mobilisation difficile.

D'Athènes, A. Sartzekis

1- <http://www.npa2009.org/content/grece-solidarite-avec-la-lutte-des-nettoyeuses-du-ministere-des-finances>



# SNCF Une radicalité qui doit faire ses expériences

La grève des cheminots est une illustration des problèmes rencontrés par les mobilisations actuelles des travailleurEs. Une nouvelle génération fait ses premières expériences, confrontée à des forces sociales, des adversaires, dont elle doit prendre la mesure.

Cette grève s'est confrontée non pas à un gouvernement faible, mais à un gouvernement de combat. La classe dominante s'est regroupée pour s'opposer au mouvement : Hollande a ouvert le bal en déclarant qu'il fallait « savoir arrêter un mouvement », suivi par l'habituel matraquage médiatique et par la mobilisation de milliers de cadres de la SNCF appelés à la rescousse pour faire rouler les trains bon gré, mal gré. Le gouvernement avait prévu de ne rien lâcher sur le fond de la réforme, et avait même négocié le passage de la réforme, avec l'accord plus ou moins complet des organisations syndicales.



AG des cheminotEs en grève le vendredi 13 juin à la Gare de l'Est. PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

## Une grève forte

Mais, impossible pour la CGT, Sud-Rail et FO de laisser passer une réforme qui casse la SNCF et le statut de cheminot sans grève. Elles envisageaient exercer une pression sur le gouvernement. C'était sans compter sur les changements à l'œuvre chez les salariéEs. Une nouvelle génération s'est mise en mouvement, une génération qui n'a pas connu la grève de 1995

(et donc encore moins celle de 1986) mais la mobilisation du CPE, avec peu d'expérience syndicale et peu de traditions de luttes. Cette génération a rencontré le ras-le-bol des salariéEs plus anciens, ce qui a donné un mélange explosif. Les directions syndicales ont accompagné la grève pendant quelques jours. D'autant que de nombreux militantEs influencés par les appareils, à la CGT, Sud-Rail

ou FO, ne voulaient pas lâcher le mouvement. Les grévistes les plus combattifs ont voulu un mouvement radical, qui s'affronte à la police, qui aille vers le lieu de décision qu'est l'Assemblée nationale, et n'ont pas hésité à franchir le cap de la semaine de grève.

## La compréhension de l'enjeu

De nombreux ingrédients étaient donc réunis pour gagner : des

organisations syndicales assumant de lancer la mobilisation, une base combative qui poussait, des assemblées générales qui rassemblaient les secteurs militants. Qu'a-t-il manqué pour gagner ? Force est de constater que le niveau d'affrontement nécessaire pour que le gouvernement cède n'a pas été évalué. Et donc la nécessité de la construction dans la durée n'a pas été prise en compte. Il n'y a pas eu de construction d'un soutien militant à la grève en direction des organisations du mouvement ouvrier, pas de caisse de grève envisagée concrètement.

## La construction du mouvement de masse

Malgré ses taux de grève impressionnants dans certains services (70 %, 80 % voire 100 %) et les difficultés de la direction pour faire rouler des trains, la grève n'a pas été totale. Les piquets de grève n'ont pas empêché les non-grévistes et les cadres de travailler. Les AG elles-mêmes n'ont regroupé qu'une minorité militante.

La construction dans la durée nécessite des discussions de fond mais aussi une participation plus importante de salariéEs. Pour une partie des grévistes, la « convergence des luttes » est apparue comme une nécessité, et les affrontements avec la police comme l'expression d'une volonté d'en découdre, jusqu'au bout, même si, dans les faits, il est difficile de concilier ces modes d'action avec la recherche de la mobilisation massive de l'ensemble des cheminotEs.

## Une auto-organisation embryonnaire

De réels progrès ont été réalisés, puisque dans de nombreuses gares, on ne s'est pas contenté d'AG par syndicats ou par service. Mais pour mettre en œuvre une autre orientation que celle des directions syndicales, il faut des comités de grève, des coordinations de mandatés, une capacité à intervenir publiquement par des appels, des communiqués, des manifestations dont on a discuté les parcours et les slogans. Tout cela sans se couper des organisations syndicales, en entraînant la plus grande partie possible des militantEs syndicaux dans l'auto-organisation, dans un cadre d'unité d'action du mouvement, puisqu'il réunit les syndiquéEs des différentes organisations et les non-syndiquéEs. Le journal de la grève de Saint-Lazare à Paris, rédigé en grande partie par des cheminotEs non organisés, l'« AG des AG » de la région parisienne initiée depuis cette même gare, ont été des pas, des petits pas, fragiles, tardifs, dans ce sens.

L'éclosion d'une nouvelle génération militante chez les cheminotEs aura développé cette contradiction : vouloir aller au-delà des objectifs fixés par les organisations syndicales et de ne pas avoir peur d'affronter le gouvernement... mais sans avoir encore les traditions et l'expérience qui permettent de s'en donner vraiment les moyens. Dans les prochaines semaines, continuer la lutte contre la réforme et conserver cette nouvelle génération militante sur la durée devront permettre de franchir ce cap.

CorrespondantEs



# INTERMITTENTS « Ce que nous défendons, nous le défendons pour tous »

Depuis le mois de mars, les intermittentEs et précaires sont en lutte et depuis la grève, débuté le 3 juin dernier au festival « le printemps des comédiens » à Montpellier, le mouvement a pris un second souffle, une ampleur impressionnante. Dans la presse locale et nationale on parle à nouveau du « conflit des intermittents » pour, dit-on, sauvegarder leurs droits...

Si la stratégie du gouvernement et du patronat est claire, isoler et cibler pour mieux détruire ensuite, les intermittentEs et précaires ne s'y sont pas trompés : « ce que nous défendons, nous le défendons pour tous » (communiqué de la coordination, 5 et 6 juin, Montpellier). En effet l'accord Unedic signé le 22 mars est la promesse, presque sans masques, d'une casse organisée des droits sociaux pour tous les chômeurs sans distinction, qu'ils dépendent du régime générale ou

de l'un des régimes dérogatoires. Comme c'est le cas chez nos voisins européens (Grèce, Espagne, Italie, Allemagne), cet accord vise au démantèlement de l'assurance chômage. Il place chaque chômeur dans une précarité telle (course permanente aux petits boulots pour recharger son capital d'heure, calcul complexe entraînant une perte de visibilité sur la période indemnisée) que ce dernier sera prêt à accepter n'importe quel travail, à n'importe quel prix, pour simplement survivre<sup>1</sup>.

## Recherche de convergences

La mobilisation s'est construite contre cet accord, pour continuer à porter les propositions émises par le Comité de suivi, propositions permettant de faire de réelles économies sans toucher aux salaires ni à la protection sociale. Plus largement et pour répondre au Pacte de Responsabilité, le mouvement s'est également organisé contre l'austérité et, de fait, contre la baisse des budgets des services publics non marchands dont est la culture. Sur ce point comme sur le refus de l'accord Unedic, les intermittentEs et précaires ont cherché à faire converger leur lutte avec celle des sages-femmes, des postierEs et encore récemment avec celle des cheminotEs. Les rapprochements ont permis des actions communes et la réaffirmation que ce mouvement se bat avant tout pour préserver les droits sociaux de toutes et tous.

S'il n'est pas encore l'heure de tirer le bilan, nous pouvons d'ores et déjà noter la persistance de cette lutte. Cela faisait longtemps qu'un mouvement, à l'échelle nationale, n'avait pas tenu si longtemps sans fléchir.

## Le gouvernement s'obstine

Jeudi 19 juin, Manuel Valls a tenu une conférence de presse, pour redire, après plusieurs minutes d'enfumage, que le gouvernement allait agréer le texte. Pour diviser le mouvement et préserver les festivals à venir, il a également fait état de deux propositions, fruits du rapport remis par le médiateur, Jean-Patrick Gille (nommé par le gouvernement pour trouver une issue à l'impasse).

La première est une mesure transitoire pour calmer la colère, la seconde est très grave et témoigne, s'il en était encore besoin, de l'inféodation du gouvernement au Medef. Valls a expliqué que l'État allait participer au financement des annexes 8 et 10 (c'était une demande du Medef), sortant ainsi ce régime dérogatoire de la solidarité interprofessionnelle. « C'est contraire au principe de solidarité pensé par le Conseil national de la Résistance, où les actifs cotisent pour les inactifs, les travailleurs pour les retraités, les bien-portants pour les malades. Ce financement pourra être retiré du jour au lendemain, le jour où l'état le décidera, le jour où les futures élections les renverront

dans l'opposition pour longtemps », comme le note Samuel Churin, membre du Comité de suivi.

## La mobilisation dure, très dure...

Alors que la lutte dure depuis maintenant plusieurs mois, que plusieurs festivals ont déjà été annulés, et que les propositions du Comité de suivi continuent d'être portées et ne sont toujours pas prises en compte, les déclarations de Valls ont eu pour effet immédiat de durcir le mouvement, et des actions coups de poing se sont multipliées un peu partout (occupations de Pôle emploi dans nombre de régions, die-in, manifestations...).

Bien au-delà de la question intermittente, cette lutte est idéologique : il s'agit de refuser un monde où, face à la nécessité de recharger un capital de droits à allocations ou pour sauvegarder un minimum de ces droits, chacun est prêt à accepter n'importe quel emploi et à n'importe quel prix ; de refuser un monde où l'austérité se décreète et où ce sont toujours les plus précaires qui en payent les frais.

Samaël Steiner

1 - Pour plus d'informations : [http://www.cip-idf.org/article.php?id\\_article=7162](http://www.cip-idf.org/article.php?id_article=7162)

# La grève

La grève, voilà l'adversaire de Hollande et de son gouvernement. Là où Sarkozy déclarait « en France quand il y a une grève, ça ne se voit pas », Hollande, Valls, Sapin et leur ami Pepy sont plus directs : la grève est au mieux inutile, au pire prend les usagerEs, les lycéenEs et toute l'économie en otages.

Il faut dire, à leur décharge, que dans les séquences électorales précédentes où la « gauche » était aux « affaires », le mouvement social, les syndicats se faisaient plus discrets, plus en empathie avec le pouvoir politique. Cette fois, depuis l'élection présidentielle, le gouvernement s'est déjà trouvé confronté à de multiples mobilisations dans lesquelles sa prétendue neutralité est clairement apparue comme de la complicité sans faille avec le patronat. Celles et ceux d'Arcelor, de PSA, de Sanofi, de Fralib, n'ont dû compter que sur leur propres forces face à un patronat sûr du soutien du pouvoir politique. Dans ce contexte, lourdement souligné par les résultats électoraux, toutes les mobilisations apparaissent comme des luttes

RebsAMEN  
NON à  
l'agrément



SNCF, intermittents, santé...

# UN PAS VERS UN MOUVEMENT D'ENSEMBLE?



## ve, l'arme des travailleurs



contre la politique gouvernementale. D'autant plus qu'avec les divers pactes (compétitivité, responsabilité), c'est bien le gouvernement qui fournit les armes contre les salariés.

### Construire l'affrontement

En premier lieu, ceci détermine le degré d'affrontement auquel doivent s'attendre celles et ceux qui ne se résignent pas. Ce sont plusieurs années de mobilisation pour les Fralib, pour celles et ceux de La Fabrique du Sud (ex-Pilpa), plusieurs mois pour les PSA, les postiers autour du 92 avec un niveau de répression inédit, les intermittents... De ceci découle la nécessité de l'organisation du soutien. Comités de soutien, caisses de grève, soutiens politiques et syndicaux avec les enjeux politiques qu'ils posent.

En corrélation avec le soutien se pose la question de la convergence, de la coordination des luttes. Les PSA, en difficulté sur le site d'Aulnay et plus encore sur le groupe, se sont concentrés sur la solidarité. Les Fralib, Sanofi, Goodyear, Virgin, etc. ont tenté des convergences au-delà des cultures et traditions différentes. Cette préoccupation a amené les cheminotEs, intermittentEs, postierEs à se retrouver dans des manifestations, des rassemblements. Mais la principale difficulté réside dans le décalage dans le temps, les disparités de revendications et le refus des organisations syndicales à mettre en œuvre des convergences.

La deuxième interrogation rejoint les précédentes, avec un paramètre complémentaire : la passage à la moulinette de la

classe ouvrière, du salariat, tend à amoindrir les repères, les réflexes, les solidarités de classe. Ceci se traduit (hors champ électoral) par un isolement de celles et ceux qui luttent, se mettent en grève. Trois cents salariéEs de PSA Aulnay, une centaine de salariéEs de La Poste dans les Hauts-de-Seine, un service de psychiatrie à l'hôpital de Poissy et bien d'autres peuvent se battre pendant des mois sans que d'autres ne les rejoignent de manière significative.

### Prendre en charge nos luttes

Cette question nous confronte d'abord aux organisations syndicales. Par touches successives, de la fin des années 70 à 1995, la CFDT est passée (re)joignant le camp des « réformistes » CFE-CGC-CFTC d'une certaine radicalité à une parfaite cogestion d'un système capitaliste en crise et n'hésite plus à se prononcer franchement contre les grèves (PSA, Sanofi, cheminotEs). FO reste partagée entre le pseudo-radicalisme et un accompagnement qui n'a rien à envier aux précédentes. La CGT et Solidaires et, dans une moindre mesure la FSU, restent sensibles aux aspirations de luttes de leurs militantEs, tout en cautionnant, à des degrés divers, la politique de dialogue social.

La nouveauté c'est qu'au travers des dernières mobilisations, émerge une nouvelle génération militante, peu aguerrie syndicalement, aux attaches politiques distantes et floues, et qui se

retrouvent à apprendre l'ABC du militantisme et à diriger des mobilisations.

Enfin la plus compliquée mais aussi la plus incontournable des questions reste celle de l'auto-organisation. À contrecourant de l'individualisme, en contradiction avec les intérêts des bureaucraties syndicales, mais voie essentielle sur le chemin de la prise de responsabilité, de conscience. Un instrument indispensable pour la construction du rapport de forces, du contrôle de la lutte. Les assemblées générales sont (re)devenues un mode normal de fonctionnement dans les luttes mais elles doivent être majoritaires, permettre à chacunE de s'exprimer, décider, et prendre en charge toutes les tâches de la grève, y compris la popularisation, l'organisation des convergences. La mise en place de comités de grève gérant démocratiquement la lutte reste la perspective à mettre en œuvre dans l'urgence.

Pour dépasser toutes ces difficultés, ces hésitations, il faut trouver le(s) chemin(s) du tous ensemble, pavé de revendications unifiantes : la réduction massive du temps de travail, l'interdiction des licenciements et suppressions de postes, la défense de la protection sociale, etc. Ces débats, ouverts notamment par les luttes évoquées dans ce dossier, doivent se poursuivre au cœur des mobilisations.

**Robert Pelletier**

## SANTÉ Face à « l'hôstérité », la colère gronde

Dans des CHU et de plus petits hôpitaux, dans le public ou dans le privé, dans les établissements psychiatriques, dans les EHPAD (établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes), des luttes éclatent un peu partout, éparpillées dans le temps et sur le territoire.

Quelques exemples récents... À Perpignan (66), les sages-femmes de la clinique Notre-Dame-de-l'Espérance sont entrées en grève reconductible contre le sous-effectif, tandis que, dans le même département, les 430 salariéEs des centres de santé de Banyuls et de Cerbère, en lutte depuis 8 mois, obtenaient de l'Agence régionale de santé (ARS), après une manifestation accompagnée des cheminots, la suspension de l'arrêté de délocalisation des lits. À Riom (63), les personnels des urgences ont commencé une grève illimitée contre les suppressions de postes, tandis que pas loin de là, à Billom, ils ont reconduits la grève contre la nouvelle organisation du travail, les diminutions de postes, la dégradation des soins et pour les salaires.

l'ordonnance du juge des référés, mais la grève engagée depuis plusieurs semaines contre les effectifs insuffisants continue. Et il faudrait aussi citer les établissements de Caen, Sarlat, Bourgoin-Jallieu, Lavaur, Vire, Thouars, Melun, Briançon, Poissy, Saint-Denis, l'EHPAD Korian à Rennes...

### Tous ensemble, c'est le moment!

Les raisons des mobilisations sont sensiblement les mêmes partout : une situation intenable pour le personnel, avec des suppressions de postes et un volume de travail qui augmente, des droits rognés, des jours de RTT supprimés, le travail en 12 heures imposé. Les avancements individuels deviennent des denrées rares, tandis que les salaires



Un cortège Sud Santé d'infirmierEs-anesthésistes en lutte dans la manifestation fonction publique du 15 mai. PHOTO THÉO RUGE/JMB

En Île-de-France, à Paul-Guiraud à Villejuif (94), la suppression de 9 jours et demi de RTT a déclenché la grève le 2 juin et depuis, les locaux de la direction et la cour d'honneur sont occupés. À Plaisir-Grignon (78), la grève d'une heure contre la suppression de 30 lits est reconductible. À la suite de l'annonce du déficit de l'hôpital de Meaux (77) et des mesures drastiques prises, la grève illimitée a été votée en assemblée générale. La grève est reconductible à Toulouse (31) contre la polyvalence exigée dans les blocs depuis l'installation dans un nouvel hôpital. Les infirmières sont en nombre insuffisant, ne sont pas qualifiées dans toutes les spécialités et ne peuvent donc plus garantir la sécurité des malades. Les EHPAD aussi se mobilisent. À Paris, celle du Champ-de-Mars, appartenant au groupe privé Korian, est en grève reconductible contre l'augmentation de la charge de travail non compensée. En Martinique, le barrage filtrant à l'entrée de l'hôpital de Margot Vulcain est levé suite à

« regroupements hospitaliers » décidés par les agences gouvernementales, les ARS, imposent des restructurations, des fermetures de services...

Et les difficultés sont les mêmes partout. Les assignations obligent les grévistes à travailler et la criminalisation des actions syndicales devient monnaie courante. Mais le pire est à venir, la Cour des comptes annonce qu'il faudra supprimer 30 000 emplois de fonctionnaires – « en priorité dans les hôpitaux » – pour atteindre en trois ans les dix milliards d'économie exigés de ceux-ci.

L'hôpital public est en danger de mort. C'est bien tous ensemble qu'il faut lutter. Parce qu'il est vraiment temps de s'unir, la « Convergence des hôpitaux en lutte contre l'Hôstérité » vient de se créer (voir l'article page 8). Un point d'appui essentiel pour toutes les luttes.

**S. Bernard**

Plus d'infos sur le site [sante-secu-social.npa2009.org](http://sante-secu-social.npa2009.org)





AMAZON

## Vent de révolte

«*Work hard, have fun, make history*» («*travailler dur, s'amuser, écrire l'histoire*») : tel est le slogan d'Amazon, la célèbre enseigne de commerce sur internet implantée en France depuis 2000. Après avoir connu des grèves importantes en Allemagne l'an dernier, c'est une autre histoire, plus sociale, qui est en train de s'y écrire.

Les milliers de salariéEs des sites de Chalon-sur-Saône, Douai, Montlimalar et Saran (ce nombre est décuplé lors des fêtes de fin d'année par l'embauche d'intérimaires) étaient appelés le mercredi 11 juin dernier à la grève par une intersyndicale CGT, FO et Solidaires. Seule la CFDT reste à l'écart du mouvement... Ainsi, ce sont 250 des 950 employéEs de Saran qui ont débrayé ce jour-là. Le succès de ce mouvement a donné lieu à un nouvel appel pour le vendredi 20 juin qui s'est traduit, sur cet entrepôt, par la participation d'une soixantaine de grévistes et, sur Chalon, par un rassemblement d'une centaine de militantEs CGT, venus soutenir une vingtaine de grévistes. Les deux autres sites, de création plus récente, n'ont eux pas été touchés par la grève.

### Une colère pas virtuelle...

Ce conflit fait suite à l'échec de la négociation salariale, et traduit une colère nouvelle au sein du personnel : en effet, seule la CGT, syndicat majoritaire, avait précédemment appelé à la grève lors de la NAO, ne réunissant alors que quelques dizaines de participantEs sur les deux établissements susvisés. Les grévistes exigent, entre autres, une augmentation de l'ensemble des salaires, le versement de l'intégralité du 13<sup>e</sup> mois pour 2014 et l'abandon de la pause unique de 30 minutes (l'immensité des entrepôts conjuguée à l'éloignement de la pointeuse font qu'une telle pause se révèle virtuelle...).

Même si la direction campe sur ses positions, les grévistes ont déjà réussi, après plusieurs révélations médiatiques, à donner une visibilité aux travers du système Amazon : intérim en guise de période d'essai avant d'accéder à un CDI, division extrême des tâches, surveillance des petits chefs, pressions sur les syndicalistes, etc. C'est pourquoi ils ont prévu de reconduire leur mouvement en septembre, en ne s'interdisant rien, y compris le blocage des camions !

**LD**  
Pour en savoir plus, lire l'enquête d'un journaliste infiltré dans un des entrepôts français de la marque : *En Amazonie. Infiltré dans le « meilleur des mondes »*, Jean-Baptiste Malet, Fayard, 2013, 15 euros.

## « Si les gaz de couche étaient exploités en France, cela ouvrirait la porte à l'expérimentation sur la fracturation hydraulique et donc aussi à l'exploitation des gaz de schiste »

**Entretien.** «*Houille, ouille, ouille*» ! Dans le Nord, un collectif de citoyens lutte contre l'exploitation des gaz de couche. Nous avons rencontré Christine Poilly, militante de l'association «*Houille-ouille-ouille 59/62*»<sup>1</sup>.

### En quoi ces gaz sont-ils différents ?

Les gaz de couche sont contenus dans les veines de charbon qui n'ont pas été exploitées. Le gaz de couche est absorbé à la surface du charbon et de ses porosités. Sans fracturation de la roche, on aura un débit qui suffit à estimer la ressource, et les entreprises obtiennent donc des permis de forage pour l'exploration. Par contre, lorsqu'il s'agit de passer à l'exploitation rentable de ces gaz, on ne connaît pas pour l'instant de technique autre que la fracturation hydraulique. La société EGL tente de mettre en place une technique de forage dévié – une «*fracturation light*» – mais pour l'instant les essais en Lorraine sont des fiascos. Si les gaz de couche étaient exploités en France, cela ouvrirait la porte à l'expérimentation sur la fracturation hydraulique et donc aussi à l'exploitation des gaz de schiste. Gaz de couche ou gaz de schiste, il s'agit de méthane, des gaz à effet de serre bien plus puissant que le CO<sub>2</sub>. Or, on voit aux États-Unis que 4% à 8% des gaz qui sortent des puits se retrouvent dans l'atmosphère. Ces déperditions sont inévitables puisque les molécules de méthane sont cinq mille fois plus petites que les porosités créées par les tubages en ciment. De plus, les forages créent des séismes et nul ciment n'y résiste, ce qui fait craindre le pire à long terme quant aux pertes de méthane dans l'atmosphère.

### Comment réagissent les populations concernées ?

Ces projets de forage ayant été mis en place sans aucune information à la population, quand les



intéressés les découvrent dans nos réunions, la première réaction est souvent l'indignation contre ce déni de démocratie. Constatant cette union d'une partie de la population autour de la défense de leur territoire, face à un projet destructeur de l'environnement, est porteur d'espoir. Une telle lutte amène toujours une réflexion collective : pourquoi de tels projets ? C'est une remise en cause du système capitaliste et productiviste. Cela prend du temps.

### Et les emplois ?

De l'aveu même du président de EGL, la société qui réaliserait le forage, on crée un à deux emplois par puits, ce qui correspond à la réalité des chiffres aux États-Unis. Agir sur les économies d'énergie : isolation des bâtiments, relocalisation des productions agricoles et industrielles... permettrait de créer bien plus d'emplois, tout en préservant l'environnement.

### Et les essais envisagés en Algérie ?

Des entreprises françaises comme Total ou GDF-Suez par exemple ont abandonné l'idée de pouvoir faire de l'expérimentation sur de nouvelles techniques en France, au vu de la réaction des populations, poussées par les collectifs en lutte contre les gaz de schiste et des lois de protection de l'environnement. Aller jouer à l'apprenti sorcier dans le sud algérien et mettre en jeu une nappe phréatique albienne qui couvre plusieurs pays et alimente des centaines de milliers de personnes est tout à fait scandaleux (énorme consommation d'eau et pollution possible de la nappe). Des collectifs algériens se mettent en action pour le dénoncer et interroger leurs gouvernants sur la politique énergétique de l'Algérie : pourquoi ces entreprises, dont les pratiques s'apparentent à de la néo-colonisation, n'opèrent-elles pas dans leur propre pays ?

### Quels convergences ici et à l'internationale ?

La lutte contre ces projets est globale : elle doit s'appuyer sur une volonté des populations locales d'en préserver tous les



territoires. Les convergences à construire sont de deux ordres. D'abord une convergence de toutes les luttes en France : nous ne luttons pas ici contre un projet de gaz de couche et là-bas contre 60 km d'une nouvelle ligne THT ou contre une usine à mille vaches ; nous luttons contre une politique globale, basée sur la recherche d'une croissance illusoire, laissant la main aux multinationales et aux grandes entreprises à la recherche de profits au mépris des dégâts sociaux et environnementaux. Ensuite, il faut construire des solidarités internationales : nous ne voulons des gaz de schiste ni ici ni ailleurs, ni aujourd'hui ni demain. Un réseau euro-maghrébin est en cours de construction depuis février dernier. Une solidarité est née entre les luttes de différents pays et les collectifs ont par exemple interpellé François Hollande au sujet de la situation en Algérie ou dénoncé la violence contre les opposants en Angleterre ou en Pologne.

**Propos recueillis par Alain Jacques**

1 - <http://houille-ouille-ouille-5962.com>

## SNECMA VERNON (27)

### Toujours plus dur pour les prestataires

Dans cette entreprise, 1100 embauchéEs (dont 42% d'ingénieurs et cadres) construisent les moteurs du lanceur d'Ariane 5... sans compter les indispensables «*prestataires*». C'est le cas des 15 salariéEs de Soflog-Telis. Cette société a pris la suite de ISS Logistique et production en avril 2013...

Dès le départ, cette société a annoncé la «*couleur*» : maintien des acquis pendant un an (le minimum légal), puis «*re-discussion*» des contrats de travail... SUD, auquel tous sont syndiqués, a aussitôt tiré la sonnette d'alarme : avec 11 euros de l'heure pour 14 ans d'ancienneté, pas question de lâcher sur quoi que ce soit.

ISS-LP Snecma et Soflog-Telis ont réagi par la création d'une filiale, Soflog-solutions... afin de priver

les deux représentants SUD de leurs mandats ! De nombreuses démarches unitaires – SUD, la CGT et FO de la Snecma – ont alors été entreprises, démarches qui ont abouti à un succès : les acquis vont rester.

### Ré-internaliser la sous-traitance

Reste une question lancinante : pourquoi ces trois sociétés (dont Safran-Snecma, société cotée au CAC 40) s'attaquent-elles obstinément à des

prestataires et précaires qu'elles connaissent et utilisent pour certains depuis 20 ans, au lieu de les embaucher à la Snecma ? «*L'externalisation*» de tout ce qui n'est pas le «*cœur du métier*» de la Snecma (en gros, ce qui n'était pas dirigé directement par un ingénieur sorti des grandes écoles), pour des raisons idéologiques et court-termistes, est une première raison. La combativité de ce personnel en est certainement une autre.

La ré-internalisation de la sous-traitance avec l'embauche du personnel sur site reste donc une revendication majeure.

**Correspondant**



Snecma Vernon. Des moteurs... pour propulser les profits !

## HÔPITAUX

### Un outil pour la lutte se construit

Les hôpitaux en lutte, réunis à Nanterre le 22 mai dernier, s'étaient donné rendez-vous à Caen le mercredi 18 juin pour une manifestation contre «*l'Hôstérité*» et contre la criminalisation de l'action syndicale à l'EPSM (établissement de psychiatrie publique) de Caen et ailleurs.

Une belle manifestation, très combative, a réuni 600 hospitaliers, surtout de la région, mais aussi avec des délégations venues des quatre coins du pays. Cela n'allait pas de soi en raison des difficultés de transport liées à la grève des cheminotEs, mais

surtout de l'attitude des directions des fédérations syndicales. À l'exception de SUD, toutes combattent l'existence d'une coordination d'équipes syndicales qui remet en cause leur contrôle sans partage sur la coordination des luttes. Quant au groupe dirigeant de la fédération



PIERREFITTE (93)

# Les salauds et ceux qui les arment

*Un jeune de 17 ans enlevé par une douzaine de personnes, séquestré et lynché dans une cité de Pierrefitte, puis laissé pour mort dans un caddy près de la nationale... Un fait divers bien poisseux, bien dégueulasse, probablement un règlement de compte perpétré par une bande de la cité voisine.*



Le camp où vivait à Pierrefitte le jeune Rom... DR

On ne peut qu'être choqué par la violence engagée, par la haine et le mépris qui transpire de ce drame, comme on peut l'être chaque fois que la violence se déchaîne de façon barbare et démesurée sur des personnes impuissantes. Là il s'agit d'un jeune Rom. Évidemment ce fait n'est pas étranger à l'affaire...

La stigmatisation des Roms est telle que tout devient possible contre eux. La politique de destruction systématique des campements Roms par les gouvernements successifs, le non-respect des personnes, des familles, des enfants par les pouvoirs publics, la violence institutionnelle est un encouragement de fait à des passages à l'acte racistes de cette gravité.

## Qui sont les responsables ?

Combien d'associations, d'enseignantEs, ont vu – sans aucun état d'âme chez les responsables préfectoraux, les cadres politiques municipaux ou départementaux – réduit à néant en quelques heures, des années de travail d'insertion, de compréhension réciproque pour scolariser les enfants d'un campement ? Le 93, pour ne parler que du département où cette agression a eu lieu, est depuis 10 ans le théâtre privilégié de cette politique d'apartheid contre les Roms, du camp du Hanul expulsé en 2010 à celui des Coquetiers à Bobigny menacé de l'être dans les jours qui viennent.

Les salauds ont frappé mais les responsables sont ceux qui ont créé ce climat anti-Roms, en tout premier lieu les gouvernements Sarkozy et Hollande, Valls personnifiant la permanence, la continuité, de cette politique scélérate. Leur réaction à l'agression a été bien suspecte. Ils se sont précipités pour dénoncer les auteurs de l'agression, pour exiger « des actes », pour condamner « avec la plus grande fermeté », pour garantir que « que tout soit engagé » ou pour affirmer « que la police est totalement mobilisée ». Bande d'hypocrites. Et quel cynisme ! De fait les seules réponses qu'ils sont capables de proposer, c'est plus de répression, plus de flics, plus d'exclusion, plus d'expulsions. Et ils n'hésiteront pas à renvoyer dos à dos, avec l'aide des médias, les agresseurs et la

victime, dans un racisme social qu'ils ont contribué à créer. Et nous sommes bien d'accord avec le Conseil national des droits de l'homme (CNDH) et Romeurope qui, dans un communiqué commun du mardi 17 juin, affirment : « Ce fait divers est

la terrifiante conséquence de plusieurs années de politiques publiques inefficaces et de prises de parole d'élus, de représentants de l'État mais aussi de nombreux médias entretenant et surfant sur un climat malsain ».

JMB

L'autopsie, absolument accablante, révélait des dizaines d'hématomes sur tout le corps, y compris sur la tête, d'où une hémorragie cérébrale. D'après les témoignages des policiers eux-mêmes, ils étaient cinq à le maintenir par terre en s'appuyant sur lui, pendant 30 minutes, ce qui a fini par l'étouffer. Par leurs témoignages, ils ont donc de fait reconnu avoir causé la mort de Lamine, mais ils ont affirmé qu'ils ne l'auraient pas fait exprès !

## « Permis de tuer »

Après sept ans, pendant lesquels la justice a fait traîner l'affaire (pour qu'on finisse par l'oublier ?), le verdict vient enfin de tomber : un non-lieu ! Un véritable scandale, une décision honteuse. Les policiers impliqués sont donc libres et certains ont même été promus...

Ce n'est pas un cas isolé, qui serait la faute d'un juge corrompu ou d'une entente entre copains, car il y a eu des dizaines d'autres cas de « bavures » couvertes par la justice. À chaque fois qu'un juge

## PARIS 20<sup>e</sup>

# Violences policières : un jugement honteux

*Le 17 juin 2007, Lamine Dieng, un jeune du quartier des Amandiers dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris est mort, étouffé dans un fourgon de police, alors que ses mains étaient menottées, ses pieds attachés avec une ceinture de cuir et qu'il était immobilisé face contre terre.*



ou qu'un ministre de l'Intérieur protège ainsi des policiers, cela nous rappelle à quel point ils ont besoin de leur loyauté pour protéger le système.

Samedi 21 juin, comme chaque année, nous étions donc nombreux à manifester dans les rues du 20<sup>e</sup>. Mais

depuis l'annonce du non-lieu, la colère et la volonté de dénoncer ce « permis de tuer » sont encore plus grandes. La sœur de Lamine et tous ceux qui l'entourent sont plus que jamais décidés à aller jusqu'au bout pour obtenir justice...

Ross Harrold

représentés par environ 250 militantEs de la CGT, de SUD, de l'UFAS, ainsi que des ex-CFDT de Villejuif. La coordination des hôpitaux et maternités de proximité était également présente. Les nombreux établissements qui n'avaient pu se faire représenter avaient envoyé des messages de soutien en demandant à être informés des suites.

## Vers un mouvement national

Alors que les mobilisations se multiplient dans les établissements de santé publics et privés, l'heure est bien à rassembler, à créer un rapport de forces national pour venir à bout de la politique du ministère. Le construire, pas à pas, c'est l'objectif que se donne la coordination. Pour renforcer sa visibilité, elle s'est donnée un nom : « Convergence des hôpitaux en lutte contre l'Hôstérite », nom qui figurera sur un autocollant



Non à l'Hôstérite ! À Caen mercredi 18 juin. DR

permettant d'identifier celles et ceux qui adhèrent à ce mouvement. Des actions seront organisées cet été, ainsi que des rencontres avec les usagerEs. Un groupe de coordinateurs a été désigné jusqu'à la prochaine AG pour préparer la manifestation du 23 septembre. Bref, un outil pour la lutte se met en place, unitaire, démocratique,

transparent, ouvert à tous. Face à ce gouvernement qui impose l'austérité la plus brutale et ne veut rien céder, la « convergence des hôpitaux en lutte » peut devenir un élément déterminant pour construire une action nationale, coordonnée et déterminée, et permettre ainsi aux hospitaliers de gagner.

CorrespondantEs

COLLECTIF 12 AVRIL

# Bilan d'étape



Paris le 12 avril. PHOTO THÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

*Samedi 21 juin, près de 200 personnes ont participé à la rencontre organisée par le Collectif « marche du 12 avril » à la Bourse du travail de Paris...*

Les introductions partagées entre les trois composantes (associations, syndicats, partis) ont rappelé l'objectif de la journée : après la construction commune réussie de la manifestation du 12 avril, il est nécessaire à la fois de consolider et d'élargir le collectif tout en avançant dans l'élaboration commune de mesures d'urgence qui alimenteront les débats des mobilisations, avec l'idée que les luttes restent le meilleur moyen de faire reculer un patronat et un gouvernement qui marchent la main dans la main. Le meilleur moyen d'avancer sur la voie des changements radicaux dans une société répondant aux besoins du plus grand nombre.

## Des mobilisations et des débats

Les secteurs en lutte ont prolongé la matinée : cheminotEs, personnels des hôpitaux, précaires, femmes de ménage des hôtels, mobilisations pour des logements décentes ou contre l'Ayraulport de Notre-Dame-des-Landes, etc. Autant d'illustrations de la combativité et de la détermination de celles et ceux qui luttent et de la nécessité et l'urgence du tous ensemble.

Les huit ateliers de l'après-midi ont mis en évidence la diversité, la richesse des analyses, des propositions issues de la confrontation des expériences, des approches. Reste le plus difficile : synthétiser ces propositions au travers de quelques mesures conciliant la réponse aux urgences avec la capacité de mobiliser pour gagner.

C'est bien cette exigence qui est revenue dans la plupart des interventions de la séance plénière de l'après-midi : se rassembler pour lutter, pour gagner. Le caractère inédit du Collectif – qui regroupe associations, organisations syndicales et partis politiques – reste son meilleur atout. Mais sa capacité à s'élargir, tout en restant constamment lié aux mobilisations en cours, est en permanence percuté par le respect des champs particuliers des organisations partie prenante et de leurs rythmes de décision. Et le discrédit à l'encontre des partis, voire des syndicats, nous impose aussi des exigences de transparence et de démocratie.

Le Collectif du 12 avril continue et proposera pour la rentrée des initiatives de débats, de mobilisations. TouTEs ensemble !

Robert Pelletier

CGT de la santé et de l'action sociale, malgré l'engagement de nombreuses équipes CGT dans l'AG des Hôpitaux, il avait appelé à des initiatives locales ce même 18 juin, comme pour dissuader les militantEs de se rendre à Caen. Cette manifestation nationale est donc un pari gagné : de quoi renforcer la détermination des salariéEs de l'EPSM de Caen engagés dans un bras de fer avec leur directeur de combat, et de tous ceux qui luttent dans leur établissement. De quoi encourager aussi à poursuivre le travail de coordination commencé début avril.

## Les hospitaliers témoignent...

Après la manifestation, les manifestants ont piqué-niqué devant la préfecture de Calvados. Un micro ouvert était installé, où chacunE a pu témoigner des situations catastrophiques vécues dans les établissements, du ras-le-bol des personnels,

comme à l'hôpital de Villejuif. Toujours très mobilisé, celui-ci était en grève ce mercredi 18 juin.

De leur côté, les syndicats du CHU de Caen préparaient une grève pour le lendemain, dans une unité syndicale retrouvée. Des intermittentEs du spectacle sont aussi venus apporter leur soutien et ont appelé à la convergence des luttes. Cette manifestation, qui avait recueilli le soutien de l'UD CGT, de Solidaires et de la FSU du Calvados, aura été une répétition générale avant un autre rendez-vous, le mardi 23 septembre, pour une nouvelle manifestation nationale, cette fois à Paris.

Cette date de mobilisation est la première décision de la coordination des établissements réunis l'après-midi même après la manifestation. 69 établissements (dont 7 CHU) – un nouvel élargissement par rapport à l'AG de Nanterre – y étaient





## Les comités en action!

### Angoulême (16) Des rassemblements de soutien aux grévistes de la SNCF

Comme ailleurs, les cheminotEs d'Angoulême ont largement participé au mouvement de grève. Les AG, qui se tenaient au dépôt, ont voté la reconduction du mouvement jusqu'à vendredi dernier.

Fort de cette détermination, des usagerEs de la SNCF, militants de divers collectifs, dont celui de défense des services publics, ont convoqué une manifestation de soutien devant la gare mardi 17 juin à 18 h en solidarité avec le mouvement.



DR

Une bonne soixantaine de personnes, des militantEs politiques du NPA, PCF et PG, des syndicalistes de la CGT et de SUD, des usagers, sont venues apporter leur soutien aux cheminotEs. Des camarades de SUD et quelques grévistes de la CGT ont aussi participé, bien que la CGT n'ait pas appelé à ce rassemblement. Ce rassemblement a été réussi et a montré que, contrairement à ce que rabâchait les médias, une partie de la population soutenait cette grève. Jeudi 19 juin, l'UD CGT appelait à son tour à un rassemblement devant la gare en soutien à la grève. Bien que cette initiative ait été organisée au dernier moment et sans grande publicité, une trentaine de militantEs CGT et SUD y ont participé. Le lendemain, vendredi 20 juin, comme un peu partout dans le pays, l'AG qui s'est tenue a rassemblé moins de grévistes, et la décision de reprendre a été votée, la rage au ventre pour certainEs qui disaient que même à quatre pour la grève, ils voulaient continuer...

### Cenon (33) Une motion de soutien à la grève des cheminotEs au conseil municipal

Vendredi 20 juin, au conseil municipal de Cenon, notre élue Christine Héraud (NPA-PG-Ensemble) a proposé la lecture d'une motion de soutien à la grève des cheminotEs, mettant le maire, pour le moins réticent, devant le fait accompli, une fois cette demande faite publiquement devant tous les élus. Le PCF (dans la majorité municipale) a soutenu cette initiative, malgré nos divergences sur les perspectives de la grève et la « bataille parlementaire » menée par les députés FdG. Notre motion affirme entre autres que « cette réforme vise à mettre en place toutes les conditions d'une future privatisation du chemin de fer. (...) Ses conséquences nous concernent tous, en tant qu'usagers, puisque le rail soumis aux profits privés entraînera la dégradation du service rendu aux usagers, une baisse des conditions de sécurité, la suppression de lignes et une augmentation des tarifs. (...) Les cheminots, par leur grève massive et déterminée ont marqué des points. Ils ont imposé un rapport de forces au gouvernement et au Parlement qui les a obligés à quelques concessions, qui ne remettent cependant pas en cause l'ensemble de la réforme. (...) Leur lutte est la nôtre! »

Le maire, ne voulant pas laisser le terrain à son opposition a alors donné la parole à un élu PS, cadre SNCF de la CFDT, qui a bien sûr essayé de démonter notre dénonciation de la réforme. Il a ainsi provoqué ce qu'il ne voulait pas : un débat sur les raisons de la grève des cheminots, sur la réforme et sur la défense du service public du rail ! Sa proposition finale de rédiger une motion commune, consensuelle, ne pouvait que se heurter à notre refus.

Pensait-il vraiment réussir le consensus entre la grève massive des cheminots contre la libéralisation du rail et ses amis politiques au gouvernement qui veulent nous l'imposer ?

# Au NPA, on sait recevoir...

Du dimanche 24 au mercredi 27 août inclus, la 6<sup>e</sup> université d'été du NPA aura lieu là Port-Leucate dans le village-club de Rives des Corbières. Si le lieu change par rapport aux années précédentes, notre université d'été sera toujours très visitée...

**D**epuis la fondation du NPA, l'université d'été est devenue un rendez-vous qui a pleinement trouvé sa place. Temps de réflexion et de convivialité, elle permet chaque année à ses centaines de participantEs de s'exprimer dans les débats les plus pointus, d'assister à des séances de formation et d'éducation populaire, et d'y faire des rencontres militantes que l'on aurait bien du mal à faire ailleurs. Où croiser dans un même espace des militantEs et sympathisantEs des quatre coins du pays, des intellectuels ou chercheurs et des anticapitalistes venus d'ailleurs ?

### Do you speak anticapitalist?

Cette année, grande nouveauté, un forum international en plénière réunira l'ensemble de nos invitéEs internationaux durant toute une après-midi. Un échange d'expériences que l'on espère riche, un internationalisme concret.

Au-delà de ce forum, sept ateliers, le plus souvent avec nos invitéEs, prendront le pouls des mobilisations internationales. Teresa Rodriguez, la nouvelle députée européenne de Podemos et membre de Izquierda Anticapitalista, sera présente à Port-Leucate, ainsi que Jorge Costa, membre de la direction du Bloco portugais. Des militantEs anticapitalistes d'Italie (Sinistra anticapitalista) et de Grèce seront aussi à nos côtés. Plus à l'Est, Tijana Okic, venue de Bosnie, viendra nous parler de la formidable expérience démocratique de la région de Tuzla, tandis qu'avec Ilya Boudraïtskis, militant anticapitaliste à Moscou, nous reviendrons tant sur la situation de la Russie sous Poutine que sur celle d'une Ukraine tiraillée entre les impérialismes.



Université d'été version 2013. PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

Le Courant de la gauche révolutionnaire syrienne et des jeunes du PTS argentin devraient aussi participer à notre Université d'été. Et d'ici fin août, d'autres surprises encore (non confirmées au moment où nous écrivons ces lignes)...

### Au contact des chercheurs...

Besoin de réfléchir, d'approfondir, d'échanger... Année d'anniversaire oblige (on en parle partout depuis plusieurs semaines), la Première Guerre mondiale est au menu 2014, en particulier avec la participation d'un premier invité, l'historien Nicolas Offenstadt. Auteur de plusieurs ouvrages, en particulier sur les fusillés de la grande guerre, il éclairera la dimension mondiale du premier conflit entre grandes puissances au XX<sup>e</sup> siècle.

Avec Stéphane Beaud, la sociologie

nous aidera à comprendre les mutations profondes des classes populaires dans la France contemporaine. Un sujet sur lequel, de la classe ouvrière de Sochaux-Montbéliard aux quartiers populaires, il a écrit plusieurs livres. Le dernier, consacré à l'équipe de France de football, mérite aussi toute notre attention en cette période de Mondial... Avouons-le, cette liste des invitéEs n'est évidemment pas complète : gardons-en un peu pour le prochain article de votre hebdomadaire préféré. Et en attendant, si vous ne l'avez pas encore fait, pensez quand même à vous inscrire au plus tôt... On vous a dit qu'il y avait aussi le soleil, la plage et une belle mer Méditerranée qui n'attend que vous ?

Commission Université d'été

Plaquette d'inscription sur le site du NPA : <http://www.npa2009.org/content/plaquette-dinscription-luniversite-dete>



## Les Nôtres

### Philippe Guinault

**C'**est avec une grande tristesse que les copines et copains du NPA d'Angers ont appris le décès de Philippe, militant de notre organisation. Philippe avait adhéré à la LCR après les élections présidentielles de 2002 et avait suivi l'aventure du NPA. Dans les grands combats que furent les conflits de 1995, 2003 et 2010, il était dans toutes les actions et sur les différents piquets de grève avec les salariés en lutte. Il participa au

combat contre l'extrême droite suite aux élections municipales de 1995 et aussi au soutien des mal-logés, avec son implication dans les réquisitions de logement avec l'association Droit au logement (DAL), notamment le 1<sup>er</sup> mai 1997 à Paris.

Ce moustachu au béret de marin ne sera plus à nos côtés dans les luttes mais son souvenir restera longtemps chez les militants. Le NPA49 assure toute sa sympathie à sa femme Marie-Jo, sa fille et ses petits-enfants.

Ses camarades du NPA 49

### Francis Labbé

**D**epuis quelques jours, Francis ne milite plus... Le combat continué mais sans toi : tu viens de mourir, cher Francis, dans ta soixante-troisième année. Tu n'arrivais pas toujours à l'heure aux réunions syndicales ou politiques. La mort, elle, n'a pas accepté le moindre délai.

Tu as été un infatigable militant syndical à ArcelorMittal. Quand on te demandait ce que tu y faisais, tu répondais avec malice que tu

travaillais à faire baisser les profits des actionnaires. Exclu avec d'autres camarades de la CFDT, tu avais fondé le SLT - Syndicat de lutte des travailleurs - qui a mené de très nombreuses luttes dans l'entreprise.

Politiquement, Francis s'est toujours situé du côté de la gauche radicale, sur des positions de lutte des classes. C'est pourquoi il a tout de suite adhéré au projet de fondation d'un nouveau parti à gauche de la gauche et a milité au NPA depuis sa création.

Tu ne supportais pas l'injustice, Francis, pas plus que la recherche effrénée des profits puisse mettre en péril la vie des travailleurs : tu dénonçais donc avec rage le scandale de l'amiante. Comme tout militant syndical qui se respecte, tu avais accumulé des connaissances encyclopédiques sur la sidérurgie, et singulièrement sur ton entreprise, ArcelorMittal.

Enfin, Francis, c'était une sacrée personnalité : un regard perçant et rieur, un homme parfois imprévisible. Bref, un électron libre. Salut camarade, nous ne t'oublions pas. Nous continuons ton combat. Vive la révolution !  
Ses camarades

## Qui sommes-nous ?

**L**e NPA veut regrouper les anticapitalistes sur une base d'indépendance vis-à-vis des institutions et des partis qui les gèrent, pour la transformation révolutionnaire de la société. Un parti pour le socialisme, écologiste, féministe, internationaliste, démocratique. Le capitalisme est basé sur la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange, de communication, et sur l'exploitation de la majorité de la population par une classe dominante minoritaire et parasitaire. Il n'est ni amendable ni réformable.

Ce ne sont pas les besoins des populations qui guident la marche de la société mais la recherche du profit. La course à la compétitivité

et le productivisme exacerbé accentuent la crise écologique et le désastre social qui entraînent la détérioration des conditions de vie et de travail. Les financiers, les grands patrons, et les politiques à leur service, conduisent le monde dans une impasse : récession économique, chômage, pauvreté, famine... La démocratie est étouffée. La montée des forces réactionnaires, dont les intégrismes religieux, développe les préjugés nationalistes, racistes, sexistes et homophobes, et annonce de nouvelles menaces de guerres contre les peuples.

Pour défendre les acquis, gagner de nouveaux droits, il faut en finir avec la domination des classes capitalistes et des États à leur service,

pour construire un socialisme du 21<sup>e</sup> siècle. Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises, devront être socialisés sous le contrôle des travailleurs et de la population, qui en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique. La production et la répartition des richesses pourront alors bénéficier à la société tout entière. Une telle réorganisation de la société nécessite la conquête du pouvoir par le monde du travail, la majorité, qui prendra en charge la marche de la société, la gestion des affaires publiques, instaurant une vraie démocratie à tous les niveaux et dans tous les domaines de la société. Parce que, comme Marx, nous sommes convaincus que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Pour nous rejoindre, contactez-nous : [ecriture@npa2009.org](mailto:ecriture@npa2009.org)



## Spécial Première Guerre mondiale

### La grande guerre. Carnet du centenaire, André Loez et Nicolas Offenstadt

Albin Michel, 2013, 19,90 euros

Deux historiens de référence (comme dit en 4<sup>e</sup> de couverture) ont conçu le livre d'histoire que nous aurions tant aimé avoir. Photos, illustrations, dessins rendent constamment attrayante une histoire dont on découvre les milles facettes. L'intérêt de l'ouvrage, ce qui le différencie de la grande majorité des productions qui se multiplient en cet anniversaire, c'est la multiplicité des regards portés sur cette boucherie...

Les auteurs exposent une histoire vraiment mondiale qui n'est pas enfermée entre la Somme et la Marne, mais où tous les lieux de guerre sont évoqués. Le récit classique n'occupe que le premier chapitre avant que le *Carnet du centenaire* expose-expose lieux, objets, acteurs témoins et histoires et mémoires de la Grande guerre. Après les passages obligés par Craonne, nous partons vers la Pologne, la Macédoine, la Turquie, le Cameroun, la Nouvelle-Guinée, l'Inde, la Chine, etc.

Les acteurs, hommes et femmes, sont surtout des anonymes pour lesquelles la guerre sera un moment décisif de leur devenir : des tranchées au fascisme pour celui-ci, aux brigades internationales pour un autre, de la tragédie arménienne au communisme pour celle-là. Et tant d'autres confrontés à une « expérience » terrifiante mais parfois contradictoire, comme celle de cet officier d'une division d'infanterie noire (dont l'insigne est le bison) fuyant la ségrégation du sud des États-Unis et qui décrira en

1919 l'accueil de la France : « paradis terrestre » et « l'absence complète de caste de couleur dans cette grande république ». Il deviendra un militant de la lutte anti-ségrégationniste.

#### « Mondialité » de la guerre

Au rayon des « objets » les auteurs nous montrent une guerre marquée aussi par les innovations au service de la boucherie : gaz et masques à gaz, shrapnel (obus à balles), périscopos, d'un côté, et médailles, insignes, décorations de l'autre qui serviront à des « mémorisations » patriotiques. Le développement de commémorations censées (re)souder les nations ne résistera pas aux fractures du siècle : en Turquie, avec le nationalisme kémaliste confronté au génocide arménien ; en Afrique du Sud, où mémoires anglaises, boers et noires se confrontent ; en Russie post soviétique, où la glorification de la révolution fait place à un retour du nationalisme et du chauvinisme déjà réactivés par la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale et de l'anti-nazisme. De la Belgique au Canada, à l'Europe centrale, fractures « nationales » et religieuses sapent l'unanimité mémorielle.

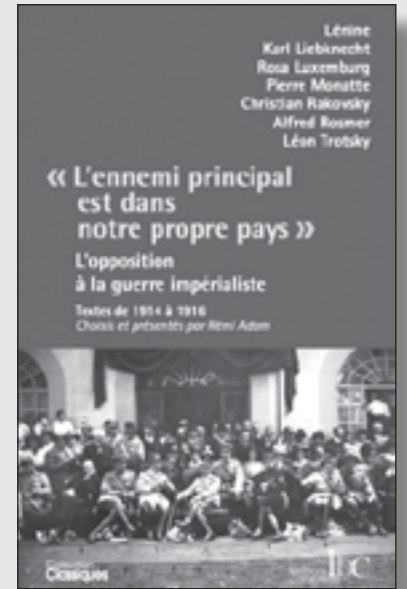
Mais, les auteurs le soulignent, sous l'ensevelissement mémoriel qui tend à faire oublier les causes profondes liées au capitalisme, à l'impérialisme, au militarisme, les débats restent



ouverts, les travaux restent indispensables autour d'une histoire sociale de la guerre, remettant à leur place les théories sur le consentement, la « brutalisation » des sociétés. Ce Carnet du centenaire montre la profonde « mondialité » de la guerre, sa violence et son inscription dans des réalités sociales qui ne sont pas si lointaines. Et en prime, nous faisons une balade au Jardin d'agronomie tropicale du Bois de Vincennes (Nogent-sur-Marne) qui abrite différents monuments au souvenir des soldats coloniaux morts durant le conflit.

Robert Pelletier

## À LIRE



« L'ennemi principal est dans notre propre pays ». L'opposition à la guerre impérialiste. Textes de 1914 à 1916. Choisis et présentés par René Adam. Éditions Les bons caractères, 2014, 16,50 euros.

Lénine, Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, Pierre Monatte, Alfred Rosmer, Christian Rakovsky et Léon Trotsky... Des textes d'opposition à la guerre impérialiste, pour la défense de l'internationalisme prolétarien, face à la trahison des dirigeants du mouvement ouvrier en 1914.

Rosmer nous détaille d'abord le développement d'un mouvement ouvrier international qui, à la veille de la guerre, semble être extrêmement solide. Les congrès internationaux des syndicats et des partis socialistes marquent régulièrement leur opposition à la guerre à venir, analysent avec lucidité les causes et affirment qu'en cas de guerre, ils s'y opposeront tous par la grève générale.

On imagine donc le choc, pour Rosmer et d'autres, que fut la trahison de la quasi-totalité des dirigeants syndicaux et politiques en France et ailleurs, lorsqu'ils basculent dans l'union sacrée avec leur propre bourgeoisie et la défense de l'immense boucherie dont on connaît aujourd'hui toutes les horreurs.

Moins connus que les centaines de milliers de morts et de blessés au front, ce sont les dégâts à l'arrière dans les usines qui tournent à plein régime pour la guerre. C'est de nouveau dans le détail que Rosmer nous raconte la baisse du pouvoir d'achat, l'aggravation des conditions de travail, l'allongement des horaires, le travail de nuit des femmes, la fatigue, les accidents, les morts, les corps abîmés, les contestataires soudain mobilisés et envoyés au front... Pendant ce temps, les patrons font revenir leurs copains, avocats et notaires, pour faire un travail d'ouvrier dont ils n'ont aucune compétence – le tout sur fond d'une augmentation scandaleuse des profits. Pour Rosmer c'est une situation qui rappelle « les conditions du début de la révolution industrielle » !

#### « Souvent accablés, jamais désespérés »

Face à toutes ces difficultés, pendant un an, le travail patient et courageux d'une petite minorité permet de remonter la pente,

### Le mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale, Alfred Rosmer

T1 Librairie du Travail 1936 et T2 Mouton & Co 1959, réédition éditions d'Avron 1993 (disponible d'occasion).

Ce livre se trouve uniquement d'occasion. Pourtant, c'est une histoire passionnante que nous livre Alfred Rosmer, un des principaux acteurs de l'époque. Membre de la CGT, c'est un des premiers et, au début, rares résistants au déferlement de nationalisme qui a accompagné le déclenchement de la Première Guerre mondiale.



d'identifier les opposants, de développer les réseaux dans les syndicats, dans les partis, de sortir des brochures, de contourner la censure... En septembre 1915, cela débouche au niveau international sur une première rencontre à Zimmerwald en Suisse de la minorité – syndicalistes, militantEs politiques, les quelques partis socialistes (russe, italien) – opposée à la guerre.

À partir de là, le mouvement s'élargit petit à petit : reprise des grèves, mutineries au front, Révolution en Russie puis en Allemagne, puis l'émergence, avec la 3<sup>e</sup> Internationale, de partis communistes de masse. Pendant le reste de sa vie, Alfred Rosmer connaîtra de nouveau des hauts et des bas (montée du stalinisme, exclusion du PCF pour « trotskisme », fascisme, Seconde Guerre mondiale, guerres coloniales...) mais jusqu'à sa mort en 1964, il restera un militant fidèle aux idéaux de sa jeunesse.

Dans la préface au livre, il est dit de Rosmer et de ses camarades qu'ils ont été « souvent accablés, jamais désespérés ». « Pessimisme de l'intelligence, optimisme de la volonté » disait, à sa façon, le révolutionnaire italien Antonio Gramsci. Dans la période actuelle, pleine de menaces mais aussi de promesses, nous avons besoin des deux, et pour cela, la vie et l'œuvre de Rosmer sont une énorme source d'inspiration. Ross Harrold

### Le pacifisme et la révolution. Écrits politiques (1914-1918), Bertrand Russell

éditions Agone, 25 euros.



Il se dit athée. Opposé à la participation britannique à la Première Guerre mondiale, il perd son poste de professeur à l'université de Cambridge et sera condamné à six mois de prison où il écrit son *Introduction à la philosophie mathématique*. Entre 1938 et 1944, il enseigne aux États-Unis avant d'y être interdit d'enseignement en raison de ses positions contre la religion, pour la défense de la liberté sexuelle, son anticonformisme. Prix Nobel de littérature en 1950, il s'oppose avec Albert Einstein à l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins militaires. Ce qui lui valut d'être à nouveau emprisonné en 1961. Il milite contre la guerre du Vietnam et organise avec Jean-Paul Sartre le tribunal international qui prendra son nom pour juger les « crimes de guerre de l'armée américaine ».

Né au Pays de Galles, Bertrand Russell (1872-1970), petit-fils de Premier ministre, intellectuel aux multiples talents, était un mathématicien de renommée mondiale, avant tout logicien. Libéral de tradition, rationaliste, progressiste, son engagement politique le conduit au pacifisme, à l'objection de conscience, à une conception proche des idées libertaires.

Ce recueil de 41 textes couvre la période de la Première Guerre mondiale. Ces textes sont une critique radicale et lucide de la politique des libéraux alliés aux conservateurs pour mener la guerre. Ils expriment aussi le cheminement d'une pensée qui s'est éduquée, formée, construite à l'école de la fraction de la bourgeoisie anglaise la plus évoluée, moderne, progressiste, au moment où elle se heurte au déchaînement de la barbarie impérialiste.

Pétri aussi d'une culture où le respect de soi, la dignité individuelle, passe par l'accord entre les idées, les principes et les actes, il assumera les conséquences de ses conceptions face à l'ordre établi. Il n'est pas révolutionnaire même si, comme en témoigne les écrits de 1917 et 1918, il voit dans la victoire du socialisme international l'issue à la guerre. Il soutient la révolution russe, un immense espoir, et la démarche de Lénine pour une paix démocratique sans annexions ni indemnités. Sa conception reste cependant dominée par un idéalisme moral qui le laisse très distant vis-à-vis des ressorts de la révolte des opprimés, des luttes de classe et de la lutte pour le pouvoir. Et cela

d'autant que ces luttes prennent dans la jeune URSS un visage particulièrement âpre. Il rompra avec le bolchevisme à la suite d'un voyage avec une délégation officielle du parti travailliste en URSS en 1920. Du pacifisme à la révolution, il y a un pas que Russell ne pouvait franchir, celui de la lutte violente pour le pouvoir. Mais il restera tout au long de sa vie fidèle à son idéal.

Yvan Lemaître

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44  
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com  
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h – 20 h,  
mardi au samedi :  
12 h – 20 h





**L'Anticapitaliste** | Libre expression

# “ Annuler la totalité de la dette jugée illégitime ”



**Entretien.** Un groupe de travail du Collectif pour un Audit citoyen de la dette publique a publié en mai un rapport qui vise à répondre à une série de questions essentielles : d'où vient la dette ? A-t-elle été contractée dans l'intérêt général, ou bien au bénéfice de minorités déjà privilégiées ? Qui détient ses titres ? Peut-on alléger son fardeau autrement qu'en appauvrissant les populations ? Nous avons interrogé Patrick Saurin, porte-parole de Sud-BPCE et membre du CADTM (comité pour l'annulation de la dette du Tiers monde) qui a participé au groupe de travail.

« Depuis plus de 30 ans, nous vivons au-dessus de nos moyens » a déclaré Manuel Valls le 16 avril dernier. Votre rapport met en cause le discours dominant selon lequel la dette viendrait de dépenses trop élevées de l'État. Peux-tu préciser ce point ? Le discours de Manuel Valls est le même que celui tenu par ses prédécesseurs sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Or il s'agit d'un pur mensonge. En effet, en tendance, de 1978 à 2012, les dépenses ont diminué de 2 points de PIB (et de 3,5 points hors intérêts de la dette), alors que dans le même temps, les recettes ont chuté de 5,5 points de PIB. Les Français ne vivent donc pas au-dessus de leurs moyens : en vérité, l'essentiel du problème provient d'une baisse des recettes fiscales et d'intérêts trop élevés versés aux banques.

**Vous mettez l'accent sur deux facteurs dans la hausse de la dette de l'État : les baisses d'impôt et les taux d'intérêt. Peux-tu nous donner des ordres de grandeur ?**

Selon nos estimations qui ne forcent pas le trait, ces trente dernières années, le manque à gagner du fait des cadeaux fiscaux (qui ont pour l'essentiel bénéficié aux grandes entreprises et aux ménages aisés) représente 488 milliards d'euros. Quant au surcoût de dépenses provenant des taux d'intérêt élevés payés aux banques sur les titres de la dette, on a chiffré à 589 milliards d'euros le total des intérêts excédant un taux d'intérêt réel de 2%, un taux moyen auquel l'État aurait dû se financer sur la période.

**Pour les collectivités locales, deux autres facteurs interviennent : les transferts de charge de l'État et les prêts toxiques ?**

Effectivement, les collectivités subissent de la part du gouvernement une double peine. Tout d'abord, la décentralisation a conduit à un transfert de charges de l'État vers les collectivités sans que cela donne lieu à un transfert de recettes

correspondantes. Ainsi, une diminution des dotations de 11 milliards d'euros est prévue entre 2013 et 2017 en application du Pacte de stabilité<sup>2</sup>. Ensuite, les collectivités risquent de devoir prendre en charge un surcoût de l'ordre de 15 milliards d'euros au titre des emprunts toxiques. En effet, le gouvernement est en train de faire voter par le Parlement un projet de loi scandaleux dont l'objet est de faire supporter par les collectivités et les contribuables les conséquences de la spéculation des banques<sup>3</sup>. De quoi s'agit-il ? Début 2013, l'État a créé la Société de financement local (SFIL), une structure à 100% publique chargée de reprendre l'encours des prêts aux collectivités de la banque Dexia en faillite, dont 8,5 milliards de prêts toxiques. Or depuis quelques mois, plusieurs décisions de tribunaux ont condamné les banques assignées par les collectivités, en particulier sur le motif d'un taux effectif global (TEG) absent ou erroné dans les contrats. Pour contourner cette jurisprudence qui s'impose à la SFIL comme aux banques, le gouvernement a conçu un projet de loi scélérat visant à valider rétroactivement les contrats d'emprunt illégaux. Voté en procédure accélérée au Sénat le 13 mai dernier par le PS et EELV, ce texte va être prochainement présenté devant l'Assemblée nationale.

**Vous évaluez à 59 % du total la partie illégitime de la dette. Quels sont les critères que vous utilisez ?**

Nous avons calculé que, si au cours des trente dernières années, l'État avait maintenu constante la part de ses recettes dans le PIB au lieu de s'appauvrir du fait de cadeaux fiscaux injustifiés, et s'il s'était financé à un taux raisonnable au lieu d'engraisser les banques privées, il aurait disposé de 1077 milliards d'euros supplémentaires (les 488 et 589 milliards d'euros cités précédemment), un montant qui représente 59% de sa dette publique actuelle.

**Six ans après 2008, aucune vraie réforme bancaire n'a eu lieu et la dette continue d'être payée. Qu'est-ce que vous préconisez dans le rapport ?**

La pseudo-réforme de Moscovici a concerné entre 0,4% et 0,7% des activités des banques aux dires des banquiers, c'est dire sa portée dérisoire. Le rapport préconise l'annulation de tout ou partie de la dette illégitime combinée à la mise en place d'un impôt exceptionnel progressif sur les 10% les plus riches. On propose également d'obliger les banques à souscrire un quota de titres de la dette publique.

**À ton avis, quelles sont les mesures immédiates que devrait prendre un vrai gouvernement de gauche par rapport à la dette publique et à la finance ?**

De mon point de vue, les mesures immédiates doivent aller à l'essentiel et tirer les conséquences de la situation révélée par l'audit. Tout d'abord, il faut annuler la totalité de la dette jugée illégitime, naturellement en prenant soin de veiller à la protection des petits porteurs et des structures publiques le cas échéant. Ensuite, il faut socialiser l'intégralité du système bancaire en créant un véritable service public bancaire. À la différence d'une nationalisation, la socialisation place les banques sous contrôle citoyen avec un partage de décision entre les dirigeants, les élus locaux ainsi que les représentants des salariés, des clients, des associations et des instances bancaires nationales et régionales. Cette question est à mes yeux le cœur du problème. Dans un article du *Guardian* le 9 juin dernier<sup>4</sup>, commentant notre rapport d'audit, Rasmus Keucheyan ne dit pas autre chose lorsqu'il écrit au sujet de notre proposition de socialisation du secteur bancaire : « Cela, bien sûr, est la partie la plus difficile, là où des éléments de socialisme sont introduits en plein cœur du

système. » Comme le préconise Sud BPCE, mon syndicat, cette socialisation doit concerner non seulement les banques de détail mais également les banques d'affaires. Ce sont ces grandes banques, les banques de financement et d'investissement (BFI), qui sont pour l'essentiel à l'origine de la crise de 2007-2008 du fait des produits spéculatifs qu'elles ont conçus et commercialisés pour en tirer tous les profits avant de laisser les États et les contribuables en supporter les pertes colossales. Celui qui douterait du bien-fondé et de la nécessité de socialiser ces banques d'affaires n'a qu'à ouvrir son journal et consulter la rubrique « Fraudes, scandales et faits divers » pour s'en convaincre. Aujourd'hui, l'urgence est la transition écologique qui doit être au cœur de notre projet politique et mobiliser l'essentiel de nos moyens financiers. Or, seules de grandes banques socialisées qui n'ont pas le profit et la spéculation comme alpha et oméga peuvent mener à bien un tel projet, pas des banques privées détenues par des actionnaires véreux, des marchands d'armes ou des sociétés comme Total ou Monsanto qui mettent à sac la planète et affament les peuples.

**Propos recueillis par Henri Wilno**

- 1 - Pour lire le rapport : <http://www.audit-citoyen.org/?p=6291>
- 2 - En cumulé, en intégrant toutes les réductions, « la perte de recettes pour les collectivités sur 2014-2017 atteint 27 milliards d'euros » selon Alain Guengant (Alain Guengant, « Les collectivités locales vont perdre 27 milliards d'euros de recettes d'ici à 2017 », *La Gazette des communes, des départements, des régions*, n°21/2223, 26 mai 2014, p. 13).
- 3 - Il s'agit d'une deuxième tentative du gouvernement, la première ayant été censurée par le Conseil constitutionnel le 29 décembre 2013.
- 4 - <http://www.theguardian.com/commentisfree/2014/jun/09/french-public-debt-audit-illegitimate-working-class-internationalism>

## Vu ailleurs



### « POLITIQUE MUNICIPALE DE LA RACE »

Le « plus grand bidonville de Marseille » a été évacué le 18 juin, dans un contexte marqué par le lynchage d'un jeune Rom en région parisienne. Les 400 personnes qui y résidaient avaient déjà quitté les lieux. Seule la moitié sera temporairement relogée, malgré les engagements du gouvernement. Les autres familles sont parties en quête d'un nouveau terrain où s'installer. Elles peuvent cependant s'appuyer sur des associations dont certaines plaident pour une viabilisation temporaire des bidonvilles. L'autorité publique, elle, reste sur son credo : les « campements illégitimes » doivent être « démantelés ». (...)

Responsable de l'association Rencontres tsiganes qui défend les Roms sur le terrain juridique, Caroline Godard enrage lorsqu'elle entend la préfecture, et souvent les médias, expliquer au moment des évacuations qu'il n'y avait « plus personne » et que « tout s'est bien passé ».

« Effectivement, ils ont pris l'habitude de partir avant pour ne pas voir la police débarquer à 6 heures du matin et détruire le peu d'affaires qu'ils possèdent, explique-t-elle. Alors c'est vrai qu'ils ne sont plus là quand l'évacuation a lieu, et du coup personne ne s'interroge. Mais ils sont où ? Ils ne se sont pas volatilisés dans la nature... C'est une expulsion, pas une solution. »

Une expulsion que les travailleurs sociaux et les militants associatifs qui ont passé des mois sur le site au côté des familles acceptent mal. « Ce terrain appartient à une collectivité territoriale, rien ne va y être fait dans les mois à venir, il n'y a pas de riverains autour, résume Caroline Godard. Pourquoi est-il si urgent de déloger ces gens ? ». Dans les rangs des militants présents, on dénonce « la politique municipale de la race » à l'oeuvre, ici comme ailleurs en France, dès qu'il s'agit de gérer la « question Rom ». D'après les associations, ils sont environ 20 000 à vivre dans des bidonvilles en France. Dont à peu près 4 000 en PACA, 2 500 dans le département et 1 500 à Marseille, ville de 800 000 habitants. (...)

« Entre "parcours d'insertion" et expulsion, la survie des Roms dans le plus grand bidonville de Marseille », Emmanuel Riond, *Bastamag*, vendredi 20 juin 2014.

## S'abonner à L'Anticapitaliste

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Hebdo + Mensuel	Jeunes/chômeurs/précaires	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire : .....

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 76 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)